

DONNÉES PUBLIÉES ET SOUS-JACENTES GCA ET CREDIT AGRICOLE S.A. T2-2022
Résultat : +18,1% ; activité dynamique, position de capital renforcée

	CRÉDIT AGRICOLE S.A.		GROUPE CRÉDIT AGRICOLE	
	Publié	Sous-jacent	Publié	Sous-jacent
Revenus	6 330 m€ +8,8% T2/T2	6 188 m€ +6,2% T2/T2	10 121 m€ +8,8% T2/T2	9 636 m€ +3,7% T2/T2
Charges hors FRU	- 3 451 m€ +6,1% T2/T2	- 3 388 m€ +5,2% T2/T2	- 5 886 m€ +6,3% T2/T2	- 5 824 m€ +5,8% T2/T2
Résultat Brut d'Exploitation	2 869 m€ +12,3% T2/T2	2 789 m€ +7,4% T2/T2	4 227 m€ +12,5% T2/T2	3 805 m€ +0,7% T2/T2
Coût du risque	- 203 m€ -27,5% T2/T2	-203 m€ -20,4% T2/T2	-615 m€ +30,8% T2/T2	-615 m€ +38,2% T2/T2
RNPG	1 976 m€ +0,4% T2/T2	1 908 m€ +18,1% T2/T2	2 769 m€ stable T2/T2	2 447 m€ +3,4% T2/T2
Coex (hors FRU)	54,5% -1,4 pp T2/T2	54,8% -0,5 pp T2/T2	58,1% -1,4 pp T2/T2	60,4% +1,2 pp T2/T2

ACTIVITE COMMERCIALE DYNAMIQUE

- 1 million de nouveaux clients France, Italie et Pologne au S1
- production dynamique en crédit habitat (+2,1% T2/T2), crédit à la consommation (+9,0%), affacturage (+16,4%) et entreprises (+19,8%), activité dynamique en assurances dommages (+10,2% chiffre d'affaires T2/T2) et protection des personnes (+7,8%)
- activité très dynamique en grande clientèle (banque de financement +12,8% T2/T2, banque de marché et d'investissement +28,5% hors effet change)

RESULTAT PUBLIE Crédit Agricole S.A. T2-22 : 2,0 Mds€

RESULTAT SOUS-JACENT Crédit Agricole S.A. T2-22 : 1,9 Mds€ (+18,1% T2/T2)

Hausse régulière des revenus depuis 2017 +6,2% T2/T2

Effet ciseaux positif : charges¹ +5,2% T2/T2, +1,8% hors effet périmètre Creval et Lyxor et change

Résultat brut d'exploitation: +7,4% T2/T2 soit +192 m€

Coefficient d'exploitation hors FRU 56,8% S1-22 (-1,0 pp vs fin 2021);

RENTABILITE DANS LA DUREE

ROTE sous-jacent S1-22 13,9%², > de 3 pp à la moyenne de 10 grandes banques européennes

Position de capital solide au niveau du Groupe

	CRÉDIT AGRICOLE S.A.		GROUPE CRÉDIT AGRICOLE	
CET1 phasé	11,3%	+30 pb juin/mars	17,5%	+50 pb juin/mars
	+3,4 pp au-dessus du SREP		+8,6 pp au-dessus du SREP	
	Provision pour dividende 0,38€/action au S1-22		19,5 Mds€ de provisions GCA, exposition Russie -0,4 Md€ juin/mars	

¹ Hors FRU

² ROTE sous-jacent calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent annualisé et de charges IFRIC linéarisées sur l'année

Dominique Lefebvre,

Président de la SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

« Je tiens à remercier l'ensemble des collaborateurs du Groupe, et les élus, pour leur mobilisation auprès de nos clients, particulièrement ceux les plus fragilisés par le contexte actuel. La solidité de nos résultats renforce notre capacité à porter nos engagements au plus près des territoires »

Philippe Brassac,

Directeur général de Crédit Agricole S.A.

« Dans un environnement opaque et incertain, le Groupe poursuit sa croissance régulière, délivrée par son modèle de banque universelle de proximité. »

Groupe Crédit Agricole

Activité du Groupe

L'activité commerciale du Groupe a été soutenue ce trimestre dans tous les métiers du Groupe grâce à notre modèle de banque relationnelle. La conquête brute est très forte. Au deuxième trimestre 2022, le Groupe enregistre +488 000 nouveaux clients en banque de proximité, dont 389 000 clients en France (305 000 clients dans les Caisses régionales), 45 000 clients en Italie, 54 000 en Pologne et le fonds de commerce continue de progresser (+111 000 clients). Sur le premier semestre 2022, le Groupe a conquis +1 million de nouveaux clients en banque de proximité, dont 804 000 clients en France (626 000 clients dans les Caisses régionales), 82 000 clients en Italie, 115 000 clients en Pologne et le fonds de commerce progresse également (+238 000 clients). La production a par ailleurs très bien progressé au deuxième trimestre 2022, avec notamment une hausse de 8,4% des réalisations de crédit dans les Caisses régionales et chez LCL (dont +2,1% sur l'habitat, +19,8% sur pro/entreprises et -1,1% sur le crédit consommation), +7,3% de réalisations de crédit à la consommation & leasing, et +10,2% de chiffre d'affaires assurances dommages par rapport au deuxième trimestre 2021. Dans ce contexte, le taux d'équipement en assurances³ est également en hausse dans les réseaux de banque de détail à fin juin 2022 à 26,9% pour LCL (+0,7 pp par rapport à fin juin 21), 20,1% pour CA Italia (+1,7 pp par rapport à fin juin 21), 15,6% y compris Creval, et stable dans les Caisses régionales à 42,3%.

Chacun des métiers du Groupe affiche ainsi un très bon niveau d'activité (Cf. Infra).

- Dynamisme de la collecte nette à 1,8 Md€ au T2 en gestion d'actifs, malgré les conditions de marché défavorables, et de la collecte nette assurances (+1,3 Md€, tiré par les UC : +1,6 Md€), poursuite de la dynamique de l'activité en assurance-dommages (+10,2% T2/T2) et en protection des personnes (+7,8% T2/T2)
- Activité commerciale record tant en banque de financement qu'en banque de marché et d'investissement. Renforcement des positions de leader en banque de financement et d'investissement : crédits syndiqués (#1 France, #2 EMEA), financement de projets (#3 Monde), obligations (#4 All bonds in Eur worldwilde #2 Green, social and sustainable bonds Eur)
- Bonne dynamique de la production commerciale chez CACF (+9.0%) et chez CAL&F
- Production de crédits soutenue chez LCL (+30% T2/T2), croissance des encours de crédit (+8,3% juin/juin) et de collecte (+1,2% juin/juin)

Résultats du Groupe

Au deuxième trimestre 2022, le résultat net part du Groupe publié du Groupe Crédit Agricole ressort à **2 769 millions d'euros**, stable par rapport au deuxième trimestre 2021. Les **éléments spécifiques** de ce trimestre ont eu un **effet net positif de 322 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe**, dont **254 millions d'euros d'impact positif pour Provisions Epargne Logement sur les CR** (reprise dans un contexte de hausse des taux) et 68 millions d'euros d'impacts en résultat net part du Groupe correspondant aux éléments spécifiques au niveau Crédit Agricole S.A⁴.

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent⁴ du Groupe Crédit Agricole** atteint **2 447 millions d'euros**, en hausse de +3,4% par rapport au deuxième trimestre 2021.

³ Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV

⁴ Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T2-2022 et au T2-2021

En m€	T2-22 publié	Eléments spécifiques	T2-22 sous- jacent	T2-21 publié	Eléments spécifiques	T2-21 sous- jacent	Δ T2/T2 publié	Δ T2/T2 sous- jacent
Produit net bancaire	10 121	485	9 636	9 304	9	9 295	+8,8%	+3,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(5 886)	(63)	(5 824)	(5 536)	(32)	(5 504)	+6,3%	+5,8%
FRU	(8)	-	(8)	(12)	-	(12)	(31,5%)	(31,5%)
Résultat brut d'exploitation	4 227	422	3 805	3 756	(23)	3 779	+12,5%	+0,7%
Coût du risque de crédit	(615)	-	(615)	(470)	(25)	(445)	+30,8%	+38,2%
Sociétés mises en équivalence	103	-	103	98	5	93	+5,2%	+10,8%
Gains ou pertes sur autres actifs	22	-	22	(35)	(16)	(19)	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	379	378	2	(100,0 %)	(100,0%)
Résultat avant impôt	3 736	422	3 314	3 728	318	3 409	+0,2%	(2,8%)
Impôt	(808)	(108)	(700)	(681)	164	(844)	+18,7%	(17,1%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	19	(3)	22	11	10	1	+73,1%	x 20,5
Résultat net	2 947	311	2 636	3 058	492	2 566	(3,6%)	+2,7%
Intérêts minoritaires	(178)	11	(189)	(287)	(89)	(199)	(38,2%)	(4,9%)
Résultat net part du Groupe	2 769	322	2 447	2 770	403	2 367	(0,0%)	+3,4%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	58,2%		60,4%	59,5%		59,2%	-1,3 pp	+1,2 pp

Au deuxième trimestre 2022, le **produit net bancaire sous-jacent** est en hausse de +3,7%, et de +2,6% pro forma Creval et Lyxor⁵, par rapport au deuxième trimestre 2021, à 9 636 millions d'euros. Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors fonds de résolution unique (FRU)** sont en hausse de +5,8% au deuxième trimestre 2022 par rapport au deuxième trimestre 2021, pour s'établir à 5 824 millions d'euros (+4,3% pro forma Creval et Lyxor). Au global, le Groupe affiche une légère hausse, de +1,2 point de pourcentage, du **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU**, celui-ci s'établissant à 60,4% sur le deuxième trimestre 2022. Le complément de contribution au Fonds de résolution unique atteint 8 millions d'euros ce trimestre (chez CA Italia essentiellement). Le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** affiche donc une hausse de +0,7% à 3 805 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2021.

Le **coût du risque de crédit** est en hausse, à -615 millions d'euros (dont -220 millions d'euros de coût du risque sur encours sains (niveau 1 et 2), et -401 millions d'euros de coût du risque avéré (niveau 3)), soit une hausse de +38,2% par rapport au deuxième trimestre 2021, notamment expliquée par des provisions sur encours sains sur la globalité des métiers pour tenir compte des impacts indirects de la guerre, de l'augmentation de l'inflation et des effets anticipés sur le pouvoir d'achat, ainsi que d'une normalisation du coût du risque avéré. Le **coût du risque sur encours⁶ sur quatre trimestres glissants atteint 21 points de base**. Il atteint 23 points de base en vision trimestrielle annualisée⁷. Le stock de provisions s'élève à 19,5 milliards d'euros à fin juin 2022 (dont 10,3 milliards d'euros pour les Caisses régionales), dont 43% de provisions sur encours sains (47% pour les Caisses régionales). Le stock de provisions sur encours sains a augmenté, au niveau du Groupe, de +2,9 milliards d'euros depuis le quatrième trimestre 2019 et le stock de provisions total a augmenté de 500 million d'euros au total depuis cette date.

Le **résultat avant impôt sous-jacent s'établit à 3 314 millions d'euros**, en baisse de -2,8% par rapport au deuxième trimestre 2021. Le résultat avant impôt sous-jacent intègre la contribution des sociétés mises en équivalence pour 103 millions d'euros (en hausse de +10,8%) ainsi que le résultat net sur autres actifs qui atteint 22 millions d'euros ce trimestre. La **charge d'impôt sous-jacente est en baisse de -17,1%** sur la période. Le taux d'impôt sous-jacent ressort à 21,8% en baisse par rapport au deuxième trimestre 2021 (25,5%). Le résultat net sous-jacent avant déduction des minoritaires est en hausse de +2,7% pour s'établir à 2 636 millions d'euros.

⁵ Pro forma : les entités Creval (BPI) et Lyxor (GEA) sont ajoutées en 2021

⁶ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

⁷ Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre

Les intérêts minoritaires baissent de -4,9%. Enfin, le résultat net part du Groupe sous-jacent, à 2 447 millions d'euros ressort en hausse par rapport au deuxième trimestre 2021 (+3,4%).

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au S1-2022 et au S1-2021

En m€	S1-22 publié	Eléments spécifiques	S1-22 sous-jacent	S1-21 publié	Elément s spécifiq ues	S1-21 sous-jacent	Δ S1/S1 publié	Δ S1/S1 sous- jacent
Produit net bancaire	19 801	564	19 237	18 353	(25)	18 378	+7,9%	+4,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(11 797)	(81)	(11 716)	(11 041)	(36)	(11 005)	+6,9%	+6,5%
FRU	(803)	-	(803)	(479)	185	(664)	+67,6%	+20,9%
Résultat brut d'exploitation	7 202	483	6 719	6 834	125	6 709	+5,4%	+0,1%
Coût du risque de crédit	(1 504)	(195)	(1 309)	(1 007)	(25)	(982)	+49,3%	+33,3%
Sociétés mises en équivalence	211	-	211	192	5	187	+9,9%	+12,9%
Gains ou pertes sur autres actifs	35	-	35	(23)	(16)	(7)	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	379	378	2	(100,0%)	(100,0%)
Résultat avant impôt	5 944	288	5 656	6 376	466	5 909	(6,8%)	(4,3%)
Impôt	(1 502)	(123)	(1 379)	(1 401)	174	(1 576)	+7,2%	(12,5%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	21	(7)	27	5	5	0	x 4,3	x 191,3
Résultat net	4 463	158	4 304	4 979	645	4 334	(10,4%)	(0,7%)
Intérêts minoritaires	(362)	11	(373)	(455)	(88)	(367)	(20,4%)	+1,7%
Résultat net part du Groupe	4 100	169	3 931	4 524	557	3 967	(9,4%)	(0,9%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	59,6%		60,9%	60,2%		59,9%	-0,6 pp	+1,0 pp

Sur l'ensemble du premier semestre 2022, le résultat net part du Groupe publié est de 4 100 millions d'euros, contre 4 524 millions d'euros au premier semestre 2021, soit une baisse de -9,4%. Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent ressort à 3 931 millions d'euros, stable à -0,9%** par rapport au premier semestre 2021. Le **produit net bancaire sous-jacent** augmente de **+4,7%**. Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU sont en croissance de 6,5% par rapport au premier semestre 2021. Le coefficient d'exploitation hors FRU sur le semestre s'établit ainsi à 60,9%. Le FRU sur le semestre s'élève à 803 millions d'euros, en hausse de 20,9% par rapport au premier semestre 2021. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent atteint ainsi 6 719 millions d'euros, stable à +0,1% par rapport au premier semestre 2021.

Caisses régionales

La croissance de l'activité des **Caisses régionales** est soutenue au deuxième trimestre 2022. **La conquête brute est dynamique** avec + 626 000 nouveaux clients depuis le début de l'année (305 000 au deuxième trimestre), et un fonds de commerce qui s'accroît de +142 000 au premier semestre (75 000 au deuxième trimestre). **La part des clients utilisant les outils digitaux augmente** et s'élève à 72,1%⁸ (+3,5 points de pourcentage par rapport à fin juin 2021) et le nombre de signatures en ligne⁹ augmente de +102,6% entre le deuxième trimestre 2022 et le deuxième trimestre 2021. Ce trimestre, l'application « Ma Banque » des Caisses régionales a été refondue pour les 10 millions d'utilisateurs. Et le lancement d'un livret sociétaire sur le thème du projet sociétal est prévu pour le mois d'octobre dans les Caisses régionales.

Les réalisations de crédits, témoins d'une dynamique commerciale soutenue, sont en hausse de +2,1% par rapport à fin juin 2021, notamment sur les marchés spécialisés¹⁰ (+16,3%). **Les encours de crédit** atteignent 614,0 milliards d'euros à fin juin 2022, en hausse sur l'année (+6,0%, dont +5,9% sur l'habitat et +6,5% sur les marchés spécialisés¹⁰).

Les encours de collecte globale sont en hausse de +2,7% sur l'année et atteignent 838 milliards d'euros à fin juin 2022. Dans ce contexte, les encours de collecte bilan atteignent 564 milliards d'euros à fin juin 2022, en progression de +5,4% par rapport à fin juin 2021. **Les encours de collecte hors-bilan** atteignent 274 milliards d'euros, en baisse de -2,3% sur l'année, l'effet de la baisse des marchés boursiers étant partiellement compensé par une forte collecte des encours de valeurs mobilières (+1,1 milliard d'euros au deuxième trimestre 2022) et une collecte nette positive en assurance vie (+0,4 milliard d'euros au deuxième trimestre 2022).

Au deuxième trimestre 2022, le produit net bancaire sous-jacent des Caisses régionales atteint 3 403 millions d'euros, en baisse de -1,5% par rapport au deuxième trimestre 2021, notamment en raison de la baisse de PNB de portefeuille. Les **charges d'exploitation hors FRU** progressent de +5,5% par rapport au deuxième trimestre 2021, essentiellement en raison de la hausse des charges de personnel et informatiques, et du retour de l'activité aux niveaux pré-crise. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent ressort en baisse de -14,0%. Le **coût du risque** s'élève à -411 millions d'euros, multiplié par 2,2 par rapport au deuxième trimestre 2021, principalement en raison d'une dotation prudente sur encours sains (Stage 1 & 2) pour -296 millions d'euros; la provision pour risques avérés (Stage 3) s'élève à -92 millions d'euros. Le coût du risque sur encours atteint 14 points de base sur quatre trimestres glissants, le taux de créances douteuses est faible, à 1,6% (en baisse de -0,1 point de pourcentage par rapport à fin juin 2021) et le stock de provisions est à 10,3 milliards d'euros (en hausse de +0,3 milliard d'euros par rapport à fin juin 2021). Il en résulte un taux de couverture élevé, à 105,3% à fin juin 2022 (+3,0 points de pourcentage par rapport à fin juin 2021), en hausse de +1,4 point de pourcentage par rapport à fin mars 2022 (103,9%). La contribution des Caisses régionales au **RNPG sous-jacent** du Groupe atteint ainsi 519 millions d'euros, en baisse de -29,9% par rapport au deuxième trimestre 2021. La contribution des Caisses régionales au **RNPG publié** du Groupe atteint ainsi 773 millions d'euros, en hausse de 2,5% par rapport au deuxième trimestre 2021.

Sur le premier semestre 2021, le produit net bancaire sous-jacent est stable (+0,2%) par rapport au premier semestre 2021. Les charges d'exploitation hors FRU progressent de +5,1%, le FRU s'élevant à -156 millions d'euros (hausse de +9,7%) et le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est en baisse de -7,8% ce semestre. Le **coefficient d'exploitation** sous-jacent est en hausse de +3,1 points de pourcentage. Enfin, avec un **coût du risque** sous-jacent en hausse de +64,0%, la contribution des Caisses régionales au **RNPG sous-jacent** du Groupe s'élève à 1 239 millions d'euros, en baisse de -11,2% ce semestre par rapport au premier semestre 2021. La contribution des Caisses régionales au **RNPG publié** du Groupe atteint ainsi 1 545 millions d'euros, en hausse de +6,4% par rapport au deuxième semestre 2021.

⁸ Nombre de clients partenaires ayant un profil actif sur Ma Banque ou ayant visité CAEL (Crédit Agricole en ligne) dans le mois / nombre de clients majeurs possédant un DAV actif

⁹ Signatures initiées en mode dépose BAM (« banque Accès Multicanal »)

¹⁰ Marchés spécialisés : agriculteurs, professionnels, entreprises et collectivités publiques

Crédit Agricole S.A.

Résultats

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 3 août 2022, a examiné les comptes du deuxième trimestre 2022.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T2-2022 et au T2-2021

En m€	T2-22 publié	Eléments spécifiques	T2-22 sous- jacent	T2-21 publié	Eléments spécifiques	T2-21 sous- jacent	Δ T2/T2 publié	Δ T2/T2 sous- jacent
Produit net bancaire	6 330	143	6 188	5 819	(10)	5 829	+8,8%	+6,2%
Charges d'exploitation hors FRU	(3 451)	(63)	(3 388)	(3 253)	(32)	(3 221)	+6,1%	+5,2%
FRU	(11)	-	(11)	(11)	-	(11)	(5,6%)	(5,6%)
Résultat brut d'exploitation	2 869	80	2 789	2 554	(42)	2 596	+12,3%	+7,4%
Coût du risque de crédit	(203)	-	(203)	(279)	(25)	(254)	(27,5%)	(20,4%)
Sociétés mises en équivalence	94	-	94	101	5	96	(7,8%)	(3,1%)
Gains ou pertes sur autres actifs	11	-	11	(37)	(16)	(21)	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	378	378	-	ns	ns
Résultat avant impôt	2 770	80	2 690	2 717	300	2 417	+2,0%	+11,3%
Impôt	(586)	(19)	(567)	(397)	169	(566)	+47,8%	+0,2%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	18	(3)	22	11	10	1	ns	ns
Résultat net	2 202	57	2 145	2 331	478	1 852	(5,5%)	+15,8%
Intérêts minoritaires	(226)	11	(236)	(363)	(126)	(237)	(37,7%)	(0,2%)
Résultat net part du Groupe	1 976	68	1 908	1 968	353	1 615	+0,4%	+18,1%
Bénéfice par action (€)	0,63	0,02	0,60	0,64	0,12	0,52	(2,6%)	+16,5%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	54,5%		54,8%	55,9%		55,3%	-1,4 pp	-0,5 pp
Résultat net part du groupe hors FRU	1 982	68	1 914	1 976	353	1 623	+0,3%	+17,9%

Au deuxième trimestre 2022, le **résultat net part du Groupe publié** de Crédit Agricole S.A. ressort à **1 976 millions d'euros**, soit une hausse de +0,4% par rapport aux 1 968 millions d'euros du deuxième trimestre 2021.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre comprennent les éléments comptables récurrents pour un impact de +103 millions d'euros en résultat part du Groupe. Il s'agit des éléments suivants : les éléments de volatilité comptable récurrents en produit net bancaire, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour +16 millions d'euros en résultat net part du Groupe, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour +41 millions d'euros en résultat net part du Groupe, la provision Epargne logement pour +46 millions d'euros en résultat net part du Groupe. A ceux-ci s'ajoutent les éléments non récurrents pour un impact de +35 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Ils comprennent les coûts d'intégration Creval et Lyxor, pour un impact de respectivement -12 millions d'euros et -20 millions d'euros en résultat net part du Groupe, ainsi qu'un complément sur le déclassement de Crédit du Maroc en IFRS5 pour -3 millions d'euros. **Au deuxième trimestre 2021**, les éléments spécifiques avaient eu un effet net positif de +353 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe. Ils comprenaient les éléments de volatilité comptable récurrents en produit net bancaire, à savoir le DVA pour -5 millions d'euros en résultat net part du Groupe, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour -6 millions d'euros en résultat net part du Groupe, la provision Epargne logement pour +5 millions d'euros en résultat net part du Groupe. A ces éléments récurrents, s'ajoutaient les éléments suivants. Sur l'acquisition Creval : un badwill net pour +285 millions d'euros, des frais d'acquisition (impact de -8 millions d'euros en résultat net part du Groupe), un provisionnement complémentaire des encours sains des créances Creval (impact de -19 millions d'euros en résultat net part du Groupe). Ont également été enregistrés en éléments

spécifiques des gains « Affranchimento » liés à des dispositions fiscales exceptionnelles en Italie avec un impact en résultat net part du Groupe de 111 millions d'euros dans les pôles BPI (28 millions d'euros), GEA (78 millions d'euros) et SFS (5 millions d'euros), les coûts de transformation liés au projet Réseau LCL Nouvelle génération de regroupement d'agences chez LCL pour -9 millions d'euros en Résultat net part du Groupe, et ceux liés au projet Turbo, plan de transformation et d'évolution de CACEIS pour -8 millions d'euros en résultat net part du Groupe, et enfin les résultats sur les activités de gestion de fortune à Miami et au Brésil en cours de cession, pour +7 millions d'euros en résultat net part du Groupe.

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent**¹¹ atteint **1 908 millions d'euros**, en forte hausse de +18,1%, grâce notamment à une activité soutenue dans tous les métiers, une forte hausse du résultat brut d'exploitation et une amélioration du coût du risque.

Au deuxième trimestre 2022, les **revenus sous-jacents** ont atteint 6 188 millions d'euros, et sont en hausse de +6,2% par rapport au deuxième trimestre 2021, grâce à une activité dynamique dans tous les pôles métiers. Pro forma de l'intégration de Creval et Lyxor en 2021, ils sont en hausse de +4,3%¹² sur la période. Cette croissance des revenus au deuxième trimestre 2022 s'inscrit dans la ligne de la croissance régulière des revenus trimestriels de Crédit Agricole SA depuis 5 ans, grâce à la diversité du mix métiers.

Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU sont en hausse maîtrisées sur un an (+5,2%, soit +167 millions d'euros) et s'établissent à 3 388 millions d'euros au deuxième trimestre 2022. Pro forma de l'intégration de Lyxor et Creval¹² cette hausse est ramenée à +2,7% par rapport à 2021, soit +88 millions d'euros. Après retraitement de l'effet change (sur CACIB et CA Indosuez principalement, pour environ 30 millions d'euros), elle atteint +1,8% (soit +58 millions d'euros), pour accompagner le développement des métiers. Sur cette hausse de +58 millions d'euros, le pôle Grandes clientèles affiche une hausse de charges de +36 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2021, dont +31 millions d'euros liés aux frais de personnel et aux rémunérations variables. Le pôle Services financiers spécialisés affiche une hausse de +32 millions d'euros, dont +24 millions d'euros d'effet périmètre CACF Spain, CACF NL et Olinn. Le pôle Gestion de l'épargne et assurances voit ses charges augmenter de +10 millions d'euros, dont +20 millions d'euros d'investissements et frais IT et -14 millions d'euros liés aux frais de personnel et aux rémunérations variables. Enfin, le pôle Banques de proximité affiche une baisse de charges de -24 millions d'euros en lien avec l'effet périmètre lié au passage de Crédit du Maroc en IFRS5 au premier trimestre 2022 (-30 millions d'euros). Le FRU ce trimestre s'élève à 11 millions d'euros (ajustement de l'estimation faite au T1). Le coefficient d'exploitation hors FRU s'établit ainsi à 54,8% au deuxième trimestre 2022, en amélioration de 0,5 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2021. L'effet ciseaux sous-jacent est par ailleurs positif ce trimestre, à +1 point de pourcentage, et à +1,7 point de pourcentage pro forma de Creval et Lyxor.

Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est ainsi très dynamique au deuxième trimestre 2022. Il est en hausse de +7,4% pour atteindre 2 789 millions d'euros. Pro forma de Creval et Lyxor, la hausse atteint +6,5%.

Au 30 juin 2022, les indicateurs de risque confirment **la qualité des actifs de Crédit Agricole S.A. et du niveau de couverture de ses risques**. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (27% des encours bruts) et entreprises (46% des encours bruts de Crédit Agricole SA). Le taux de créances douteuses demeure toujours bas à 2,5% et le taux de couverture¹³, élevé, à 74,3%, est en baisse de -3,2 points de pourcentage sur le trimestre en lien avec la baisse du taux de couverture sur la banque de financement (en reprise sur les provisions sur encours sains). **Le stock total de provisions** s'établit à 9,2 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A., en hausse de 0,4 milliard d'euros par rapport à fin mars 2022. Sur ce stock de provisions, 38% sont liés au provisionnement des encours sains. Le stock de provisions pour encours sains est en hausse de 1,4 Mds€ au deuxième trimestre 2022 par rapport au quatrième trimestre 2019.

Le **coût du risque** est en dotation nette de -203 millions d'euros (-20,4%/-52 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2021 qui s'élevait à -254 millions d'euros et à -908 millions d'euros au deuxième

¹¹ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

¹² Pro forma Creval (BPI) et Lyxor (GEA) ajoutées en 2021

¹³ Taux de provisionnement calculé avec en dénominateur les encours en "stage 3", et au numérateur la somme des provisions enregistrées en "stages" 1, 2 et 3

trimestre 2020). La charge de -203 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2022 se décompose en une reprise de provision sur encours sains (niveau 1&2) pour +76 millions d'euros (contre une dotation de -17 millions d'euros au deuxième trimestre 2021 et une dotation de -356 millions d'euros au premier trimestre 2022, en lien avec le déclenchement de la guerre Ukraine/Russie) et un provisionnement des risques avérés (niveau 3) pour -309 millions d'euros (contre -199 millions d'euros au deuxième trimestre 2021 et -161 millions d'euros au premier trimestre 2022). Au deuxième trimestre 2022, le coût du risque sur encours sur quatre trimestres glissants¹⁴ atteint 29 points de base et 17 points de base en vision trimestrielle annualisée¹⁵.

La contribution sous-jacente des **sociétés mises en équivalence** ressort stable à 94 millions d'euros au deuxième trimestre 2022 contre 96 millions d'euros au deuxième trimestre 2021, reflet de la bonne activité des entités en asset management (21 millions d'euros, stable à un haut niveau par rapport au deuxième trimestre 2021) et d'un effet périmètre en crédit à la consommation (78 millions d'euros en légère baisse de -5,1% par rapport au deuxième trimestre 2021). Le **résultat net sur autres actifs** s'établit à 11 millions d'euros au deuxième trimestre 2022, contre -16 millions d'euros au deuxième trimestre 2021, lié principalement (-37 millions d'euros) à la déconsolidation de la filiale algérienne de Crédit Agricole CIB sur le deuxième trimestre 2021.

Le **résultat sous-jacent**¹⁶ **avant impôt**, activités cédées et minoritaires ressort ainsi en hausse de **+11,3%**, à 2 690 millions d'euros. Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** s'établit à **21,8%** (-2,5 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2021) et la charge d'impôt sous-jacente est stable à -567 millions d'euros. Le **résultat net avant minoritaires affiche donc une hausse de +15,8%**. Les **intérêts minoritaires** sont stables et s'établissent à -236 millions d'euros deuxième trimestre 2022.

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est en hausse de +18,1% par rapport au deuxième trimestre 2021 à **1 908 millions d'euros**.

Le **bénéfice par action sous-jacent** sur le deuxième trimestre 2022 atteint **0,60 €**, il est **en hausse de +16,5%** par rapport au deuxième trimestre 2021.

¹⁴ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

¹⁵ Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre

¹⁶ Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au S1-2022 et au S1-2021

En m€	S1-22 publié	Eléments spécifiques	S1-22 sous- jacent	S1-21 publié	Eléments spécifiques	S1-21 sous- jacent	Δ S1/S1 publié	Δ S1/S1 sous- jacent
Produit net bancaire	12 268	152	12 116	11 312	(25)	11 337	+8,5%	+6,9%
Charges d'exploitation hors FRU	(6 969)	(81)	(6 887)	(6 450)	(36)	(6 414)	+8,0%	+7,4%
FRU	(647)	-	(647)	(392)	130	(522)	+65,2%	+24,0%
Résultat brut d'exploitation	4 653	71	4 582	4 470	69	4 401	+4,1%	+4,1%
Coût du risque de crédit	(943)	(195)	(748)	(663)	(25)	(638)	+42,2%	+17,2%
Sociétés mises en équivalence	189	-	189	188	5	183	+0,3%	+3,1%
Gains ou pertes sur autres actifs	20	-	20	(34)	(16)	(18)	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	378	378	-	(100,0 %)	ns
Résultat avant impôt	3 919	(124)	4 043	4 339	411	3 928	(9,7%)	+2,9%
Impôt	(978)	(17)	(961)	(775)	174	(949)	+26,2%	+1,2%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	20	(7)	27	5	5	0	ns	ns
Résultat net	2 961	(147)	3 108	3 569	590	2 979	(17,0%)	+4,3%
Intérêts minoritaires	(433)	11	(444)	(555)	(124)	(431)	(22,0%)	+3,0%
Résultat net part du Groupe	2 528	(136)	2 665	3 014	466	2 548	(16,1%)	+4,6%
Bénéfice par action (€)	0,78	(0,05)	0,83	0,96	0,16	0,80	(18,3%)	+3,6%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	56,8%		56,8%	57,0%		56,6%	-0,2 pp	+0,3 pp
Produit net bancaire	12 268	152	12 116	11 312	(25)	11 337	+8,5%	+6,9%

Sur l'ensemble du premier semestre 2022, le résultat net part du Groupe publié est de 2 528 millions d'euros, contre 3 014 millions d'euros au premier semestre 2021, soit une baisse de -16,1%.

Les éléments spécifiques pour le premier semestre 2022 ont un effet négatif de -136 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe publié. S'ajoutant aux éléments du deuxième trimestre déjà mentionnés *supra*, les éléments du premier trimestre 2022 qui avaient eu un impact négatif de -204 millions d'euros et correspondaient également aux éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour -22 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour +12 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour +17 millions d'euros. A cela s'ajoutaient, les coûts d'intégration de Creval pour -4 millions d'euros et ceux de Lyxor pour -5 millions d'euros en résultat net part du Groupe, ainsi que la provision pour risques de fonds propres Ukraine pour -195 millions d'euros et le déclassement du Crédit du Maroc en actifs en cours de cession pour -7 millions d'euros. Les éléments spécifiques du premier semestre 2021 ont eu un effet positif de +466 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe publié. S'ajoutant aux éléments du deuxième trimestre déjà mentionnés *supra*, les éléments du premier trimestre 2021 qui avaient eu un impact positif de +113 millions d'euros et correspondaient également aux éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour +6 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour -5 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour -11 millions d'euros ainsi que le trop versé des contributions au titre du FRU sur les exercices à 2016 à 2020 pour +130 millions d'euros, les coûts d'intégration de Kas Bank et S3 par CACEIS pour -2 millions d'euros et les pertes sur les activités de gestion de fortune à Miami et au Brésil en cours de cession pour -5 millions d'euros au sein du métier Gestion de fortune.

Hors éléments spécifiques, le résultat net part du Groupe sous-jacent ressort à 2 665 millions d'euros, en hausse de +4,6% par rapport au premier semestre 2021.

Le bénéfice par action sous-jacent atteint 0,83 euro par action au premier semestre 2022, en hausse de +3,5% par rapport au premier semestre 2021.

Le **RoTE**¹⁷ **sous-jacent**, calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent annualisé¹⁸ et de charges IFRIC linéarisées sur l'année, net des coupons annualisés d'*Additional Tier 1* (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) et retraité de certains éléments volatiles comptabilisé en capitaux propres (dont réserves latentes) atteint **13,9% sur le premier semestre 2022**, en hausse par rapport à au premier semestre 2021 (13,6%).

Le **produit net bancaire sous-jacent** augmente de **+6,9%** par rapport au premier semestre 2021 (+4,2% pro forma Creval et Lyxor). Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU sont en croissance de 7,4% par rapport au premier semestre 2021 (+4% pro forma Creval et Lyxor). L'effet ciseaux pro forma Creval et Lyxor est donc légèrement positif sur le premier semestre 2022. Le coefficient d'exploitation sur le semestre s'établit ainsi à 56,8% en amélioration de 0,2 point de pourcentage par rapport à celui du premier semestre 2021. Le FRU sur le semestre s'élève à 647 millions d'euros, en hausse de +24% par rapport au premier semestre 2021. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent atteint ainsi 4 582 millions d'euros, en hausse de +4,1% par rapport au premier semestre 2021.

Enfin, le **coût du risque** affiche une hausse sur la période (+17,2%/-110 millions d'euros, à -748 millions d'euros contre -638 millions d'euros au premier semestre 2021) en lien notamment avec le provisionnement faisant suite au déclenchement de la guerre Ukraine/Russie sur le premier trimestre 2022.

¹⁷ Voir détails du calcul du ROTE (retour sur fonds propres hors incorporels) et du RONE (retour sur fonds propres normalisés) des métiers en p. 42

¹⁸ Le RNPG sous-jacent annualisé correspond à l'annualisation du RNPG sous-jacent (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année

Analyse de l'activité et des résultats des pôles et métiers de Crédit Agricole S.A.

Activité du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

Les encours gérés augmentent de 5,8% par rapport à fin juin 2021 pour s'établir à 2 434 milliards d'euros à fin juin 2022. Par rapport à fin mars 2022, ils baissent de 101 milliards d'euros, sous l'effet d'une hausse de 5,9 milliards d'euros de la collecte nette, dont +1,8 milliard d'euros liés à la Gestion d'actifs, +1,3 milliard d'euros liés à l'activité d'Assurance Vie et +2,8 milliards d'euros liés à la Gestion de Fortune, et un effet marché, qui explique une baisse de 107 milliards d'euros des encours.

En Epargne/Retraite, l'activité reste soutenue avec un chiffre d'affaires en hausse de 1% sur le premier semestre 2022 malgré un léger ralentissement sur le deuxième trimestre lié au contexte de baisse des marchés actions (-4% par rapport au deuxième trimestre 2021). Le taux d'UC dans la collecte brute totale reste stable à 40,9%. Ainsi, la collecte nette du deuxième trimestre 2022 est positive (+1,3 milliard d'euros), malgré une légère décollecte en euros (-0,3 milliard d'euros). La collecte nette UC s'établit ainsi à 1,6 milliard d'euros, un niveau quasi équivalent à celui du deuxième trimestre 2021, à 1,7 milliard d'euros.

Les encours (épargne, retraite et prévoyance) atteignent quant à eux 319 milliards d'euros, en hausse de +1% par rapport à juin 2021, soit +3,2 milliards d'euros. Par rapport à fin mars 2022, les encours diminuent de 2,9 milliards d'euros, avec une collecte nette de +1,3 milliard d'euros et impactés par un effet marché de -4,2 milliards d'euros. L'encours en unités de comptes atteint 80 milliards d'euros, en légère diminution de -1% par rapport à juin 2021, la part des unités de comptes dans les encours s'établissant ainsi à 25,2%.

La provision pour participations aux excédents (PPE) atteint 13,8 milliards d'euros au 30 juin 2022, soit 6,5% du total des encours (+0,7 pt par rapport à juin 2021)¹⁹.

En Assurances dommages, l'activité du deuxième trimestre 2022 est dynamique, avec une croissance de 10,2% du chiffre d'affaires par rapport au deuxième trimestre 2021. Le nombre de contrats dommages en portefeuille de Crédit Agricole Assurances atteint près de 15,5 millions à fin juin 2022, en progression de 3,5% sur un an, croissance portée par l'ensemble des activités (habitation, protection juridique, assurance accidents de la vie et santé, auto). Ainsi, Pacifica maintient sa position de deuxième assureur habitation en France et passe de la quatrième à la troisième place au classement cumulé du nombre de contrats Auto + MRH²⁰. Par ailleurs, Pacifica, l'un des rares assureurs à déjà proposer une assurance récoltes, a lancé, en juillet 2022, la commercialisation de sa nouvelle offre d'Assurance Récoltes, permettant aux exploitants agricoles de sécuriser le rendement de leurs cultures face aux principaux risques climatiques. Le ratio combiné reste maîtrisé, à 98,7%, en hausse de 1,4 point de pourcentage sur un an, en lien avec les événements climatiques orages/grêle du premier semestre.

En prévoyance/emprunteur/collectives, le chiffre d'affaires atteint 1,2 milliard d'euros ce trimestre en hausse de 7,8% par rapport au deuxième trimestre 2021, avec une activité dynamique sur trois métiers (assurance emprunteurs +7,5% soutenue par un marché immobilier favorable et une activité soutenue en crédit à la consommation, prévoyance +8,5% et assurances collectives +15,1%).

La Gestion d'actifs (Amundi) affiche un second trimestre 2022 résilient face aux conditions de marché difficiles, avec une forte progression de ses encours sous gestion de +7,3% sur un an, s'établissant à 1 925 milliards d'euros (dont l'intégration des encours Lyxor pour 148 milliards d'euros au 31 décembre 2021). Comparé au 31 mars 2022, les encours diminuent de -4,8%, impactés par des effets marchés défavorables s'élevant à -97,8 milliards d'euros, liés à la forte baisse des marchés actions et la hausse des taux longs sur le trimestre.

¹⁹ Taux de rendement moyen annualisé des actifs du fonds général qui atteignait 2,26% fin 2021, soit un niveau nettement supérieur au taux de participation aux bénéfices (à 1,28% à fin 2021) et au taux minimum garanti moyen (0,16% à fin 2021).

²⁰ Source : Argus de l'assurance ; classement 2022 sur la base du nombre de contrats Auto + MRH

La collecte nette du deuxième trimestre 2022 est positive à +1,8 milliard d'euros, tirée par la collecte des JV de +13,1 milliards d'euros (principalement Inde et Chine). En retail, l'activité résiste avec des flux en Actifs MLT de -0,9 milliard d'euros, dans un environnement de marché défavorable, dont une collecte distributeurs tiers positive de + 1,6 milliard d'euros. La décollecte sur les Institutionnels de -9,1 milliards d'euros est, quant à elle, liée au « derisking » des clients. Les produits de trésorerie enregistrent également une légère décollecte de -1,3 milliard d'euros.

Le développement d'Amundi Technology se poursuit avec une hausse des revenus sur cette activité pour le premier semestre de + 15,5% par rapport au premier semestre 2021, pour atteindre 22 millions d'euros.

En gestion de fortune, les encours sont stables (-0,2%) à 131 milliards d'euros à fin juin 2022, grâce à une collecte nette dynamique s'élevant à +2,8 milliards d'euros.

Résultats du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

Le pôle **Gestion de l'épargne et Assurances** (GEA) réalise un **résultat net part du Groupe sous-jacent** de 584 millions d'euros au deuxième trimestre 2022, en diminution de -10,6% par rapport au deuxième trimestre 2021, en raison d'effets marchés défavorables sur tous les métiers. Le résultat net part du Groupe sous-jacent atteint 1 155 millions d'euros au premier semestre 2022, stable par rapport au premier semestre 2021 (-0,9%).

Le pôle contribue à hauteur de 39% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) au premier semestre 2022 et à hauteur de 28% aux revenus sous-jacents des pôles métier de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM).

Au 30 juin 2022, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 12,7 milliards d'euros dont 11,1 milliards d'euros sur les Assurances, 1,2 milliard d'euros sur la Gestion d'actifs et 0,5 milliard d'euros sur la Gestion de fortune. Les emplois pondérés du pôle sont de 41,1 milliards d'euros dont 23,8 milliards d'euros sur les Assurances, 12,5 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 4,8 milliards d'euros sur la Gestion de fortune.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 21,2% pour le premier semestre 2022, contre 24,4% sur l'année 2021.

Résultats assurances

Le produit net bancaire sous-jacent des assurances atteint 691 millions d'euros au deuxième trimestre 2022, en baisse de -5,3% sur un an sous l'effet d'impacts marchés défavorables (environ -270 millions d'euros) et la hausse de la sinistralité liée aux évènements climatiques de juin en France, compensés par la hausse du prélèvement sur la marge financière et la reprises de provisions techniques (environ +170 millions d'euros) et un impact favorable du démantèlement du Switch (+36 millions d'euros). Les charges sous-jacentes du deuxième trimestre 2022 sont en hausse de +2,2% par rapport au deuxième trimestre 2021. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent diminue de -7,7%, à 507 millions d'euros au deuxième trimestre 2022. Le coefficient d'exploitation sous-jacent s'établit à 26,7% au deuxième trimestre 2022, en légère augmentation de +1,9 point de pourcentage. Le niveau d'impôts quant à lui, baisse de -18,6% à 101 millions d'euros, incluant un impact fiscal défavorable lié au paiement d'un dividende exceptionnel de 2 milliards d'euros (26,8 millions d'euros d'IS et CVAE pour la Holding). Ainsi, le résultat net part du groupe sous-jacent s'établit à 391 millions d'euros, soit une baisse de -3,2%. Hors l'impact fiscal de -26,8 millions d'euros lié au versement du dividende exceptionnel de 2 milliards d'euros, le résultat net part du groupe sous-jacent enregistrerait une croissance de 3,4%.

Le produit net bancaire sous-jacent de l'assurance au premier semestre 2022 atteint 1 389 millions d'euros, en hausse de +2,6%, grâce à la progression des encours UC sur le semestre, la hausse du prélèvement sur la marge financière, des reprises de provisions techniques ainsi qu'un effet favorable du démantèlement du Switch. Les charges augmentent de +5,9%, expliqué notamment par la hausse des impôts & taxes en lien avec l'évolution du chiffre d'affaires 2021 impactant défavorablement la taxe C3S et des dépenses IT. Ainsi, le coefficient d'exploitation s'établit à 31,6%, soit +1 point de pourcentage par rapport au premier semestre 2021. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent augmente de +1,1%. Enfin, la charge d'impôt sur le premier semestre 2022

diminue de -10,5% par rapport au premier semestre 2021, en raison de la baisse du taux d'impôt effectif, malgré un impact fiscal défavorable lié au paiement d'un dividende exceptionnel de 2 milliards d'euros. Au final, le résultat net part du groupe atteint 737 millions d'euros, en hausse de +5,3% par rapport au premier semestre 2021.

Au 30 juin 2022, la solvabilité de Crédit Agricole Assurances est à un niveau élevé à 224%²¹, en baisse de -21 points de pourcentage par rapport au 31 décembre 2021, en lien avec l'évolution des marchés financiers et le paiement, le 24 juin dernier, d'un dividende exceptionnel de 2 milliards d'euros à Crédit Agricole S.A.

Résultats gestion d'actifs

Le produit net bancaire sous-jacent atteint 734 millions d'euros au deuxième trimestre 2022 en gestion d'actifs, en baisse de -11,9% par rapport au deuxième trimestre 2021. A périmètre constant²², c'est-à-dire proforma de Lyxor au deuxième trimestre 2021, les revenus nets de gestion sont en baisse de -14,7% par rapport au deuxième trimestre 2021, diminution liée à la normalisation des commissions de surperformance par rapport au niveau record enregistré en 2021 (passant de 155 millions d'euros au deuxième trimestre 2021 à 24 millions d'euros au deuxième trimestre 2022). Les commissions nettes de gestion résistent quant à elles aux conditions de marchés défavorables (baisse moyenne de l'Eurostoxx -7,5% sur un an), avec une hausse de 7,9% (stables à +0,2% à périmètre constant²²). Les charges d'exploitation sous-jacentes s'élèvent à 431 millions d'euros en hausse de +8,7% en lien avec l'intégration de Lyxor depuis le premier trimestre 2022, mais sont en diminution de -1,7% à périmètre constant. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent diminue ainsi de -30,6% (-29,8% à périmètre constant²²), impacté par la normalisation des commissions de surperformance et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit à 58,7%. La contribution des sociétés mises en équivalence, reprenant notamment la contribution des *joint-ventures* d'Amundi en Asie, est en hausse de +2,2% par rapport au deuxième trimestre 2021 et s'établit à 21 millions d'euros. La charge d'impôt sous-jacente s'élève à 76 millions d'euros en baisse de -32,2%. Au final, le résultat net part du groupe sous-jacent diminue de -25,1%, à 166 millions d'euros.

Sur le premier semestre 2022, le produit net bancaire baisse de -2,4% en gestion d'actifs, caractérisé par une hausse de +12% des commissions nettes de gestion qui résistent aux conditions de marchés défavorables (+4,6% à périmètre constant) et une normalisation des commissions de surperformance qui s'élèvent à 95 millions d'euros sur le semestre contre +266 millions d'euros au premier semestre 2021, soit une diminution de -64,3%. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU augmentent de +10,7% en lien avec l'intégration de Lyxor (mais sont maîtrisées à périmètre constant²², stables à +0,8%). Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU est de 55,4%, en hausse de 6,5 points de pourcentage par rapport au premier semestre 2021, qui enregistrerait un niveau records des commissions de surperformance. Ainsi, le résultat brut d'exploitation diminue -15% par rapport au premier semestre 2021 (-15,2% à périmètre constant). Le résultat des sociétés mises en équivalence augmente de +6,5%. Au final le RNPG du semestre s'établit à 369 millions d'euros en baisse de -11,6%.

Résultats gestion de fortune

Le produit net bancaire sous-jacent de la gestion de fortune est dynamique, en hausse de +12,1% par rapport au deuxième trimestre 2021 pour s'établir à 228 millions d'euros, bénéficiant notamment d'un mix produits favorable et soutenu par la hausse des taux ainsi que par un effet change positif. Les charges sous-jacentes hors FRU atteignent 192 millions d'euros, en augmentation de +11,2%, principalement liées à des dépenses IT inhérentes à l'activité Azqore ainsi qu'à un effet change. Ainsi, le résultat brut d'exploitation sous-jacent, hors FRU, progresse fortement de +17,7% par rapport au deuxième trimestre 2021 et le coefficient d'exploitation sous-jacent diminue pour s'établir à 84,2% au deuxième trimestre 2022 (-0,7 point de pourcentage par rapport

²¹ Formule standard sans mesure transitoire, excepté pour le grandfathering des dettes subordonnées

²² Données pro forma : Amundi + Lyxor au T1 et T2 2021

au deuxième trimestre 2021). Au final, le résultat net part du groupe sous-jacent reste stable, atteignant 27 millions d'euros au deuxième trimestre 2022 (28 millions au deuxième trimestre 2021).

Sur le premier semestre 2022, le produit net bancaire sous-jacent du métier gestion de fortune est en forte augmentation de +8,7% par rapport au premier semestre 2021, pour atteindre 445 millions d'euros. Les charges hors FRU sont en augmentation de +9,9%. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent augmente ainsi de +3,1% pour s'établir à 65 millions d'euros. Ainsi, le résultat net part du groupe augmente de +2,5% pour atteindre 49 millions d'euros sur le semestre.

Activité du pôle Grandes Clientèles

L'activité de l'ensemble de la **Banque de financement et d'investissement (BFI)** a atteint des niveaux records au deuxième trimestre 2022. Les **revenus sous-jacents** sont en nette hausse (à 1 579 millions d'euros, soit +22% par rapport au deuxième trimestre 2021, +16,7% hors effet change), et également supérieurs au niveau pré-crise (+26,7% par rapport au deuxième trimestre 2019). Les revenus sous-jacents de la **banque de financement** sont en hausse et atteignent un niveau élevé (à 765 millions d'euros au deuxième trimestre 2022, soit +12,8% par rapport au deuxième trimestre 2021 et +5,9% hors effet change). La banque commerciale réalise une excellente performance (+21,8% au deuxième trimestre 2022 par rapport au deuxième trimestre 2021) grâce notamment au développement d'*International Trade & Transaction Banking* (ITB) et aux bons résultats du secteur Telecom. La banque de financement garde son positionnement de leader sur les crédits syndiqués (#1 en France²³ et #2 en EMEA²³) et se positionne #3 sur les crédits financement projets monde²³. Les revenus de la **banque de marché et d'investissement** sont en hausse (à 814 millions d'euros au deuxième trimestre 2021, soit +32,1% par rapport au deuxième trimestre 2021 et +28,5% hors effet change) dans un contexte de forte volatilité et de besoins de couverture des clients. En conséquence, les activités FICC ont réalisé une belle performance ce trimestre (+36,9% par rapport au deuxième trimestre 2021) et les activités d'investissement et *Equity* sont dynamiques (+12,8% par rapport au deuxième trimestre 2021) tirées par le M&A. CACIB renforce ses **positions de leader** sur les émissions obligataires (#4 All bonds in EUR Worldwide²³, #2 Green, Social & Sustainable bons en EUR²⁴). La **VaR** réglementaire moyenne est en hausse à 14,2 millions sur le deuxième trimestre 2022 contre 6,4 millions d'euros au deuxième trimestre 2021 (et 19,8 millions d'euros au deuxième trimestre 2020), en lien avec les chocs de marché et de taux sur la période. Elle demeure néanmoins à un niveau faible, reflétant la **gestion prudente des risques**.

Les **Services financiers aux institutionnels** (CACEIS) enregistrent un bon niveau d'activité ce trimestre avec des revenus à 313 millions d'euros au deuxième trimestre 2022, soit une hausse de +10,6% par rapport au deuxième trimestre 2021. Cependant, les **encours conservés**, pénalisés par un effet marché négatif, affichent une baisse de -5% à fin juin 2022 par rapport à fin juin 2021, pour atteindre 4 078 millions d'euros. Le dynamisme de l'activité des clients actuels et des nouveaux ne suffit pas à compenser l'impact marché. Les **encours administrés** subissent le même effet marché négatif et sont en baisse de -6% sur un an, atteignant 2 161 milliards d'euros à fin juin 2022.

Résultats pôle Grandes Clientèles

Au **deuxième trimestre 2022**, le **produit net bancaire** sous-jacent du pôle Grandes clientèles atteint 1 892 millions d'euros, en hausse de +20% par rapport au deuxième trimestre 2021, tiré par une performance record des métiers de la banque de financement. Les charges d'exploitation hors FRU sont en hausse par rapport au deuxième trimestre 2021 (+6,5%), mais l'effet ciseaux demeure fortement positif à +13,5 points de pourcentage. Ainsi, le résultat brut d'exploitation est en forte hausse de +37,9%, principalement grâce à la bonne performance des revenus. Le pôle enregistre une reprise nette globale du coût du risque de +76 millions d'euros au deuxième trimestre 2022 (dont impact Russie pour +13 millions d'euros) par rapport à une reprise de +41

²³ Refinitiv

²⁴ Bloomberg

millions d'euros au deuxième trimestre 2021. Cette reprise nette s'explique majoritairement par des reprises sur encours sains et des dotations sur quelques dossiers en défaut en banque de financement. Le résultat avant impôt s'élève à 1 011 millions d'euros, en nette hausse de 48,3%. La charge d'impôt est ainsi en progression de +13,4% à 184 millions d'euros. Enfin, le résultat net part du Groupe atteint un niveau élevé à 785 millions d'euros au deuxième trimestre 2022, en forte hausse de +59,5%.

Au premier semestre 2022, le **produit net bancaire** sous-jacent du pôle Grandes Clientèles s'établit à 3 629 millions d'euros, soit +12% d'euros par rapport au premier semestre 2021. Les **charges d'exploitation hors FRU** augmentent de +6,4% par rapport au premier semestre 2021 à 1 927 millions d'euros, essentiellement liés aux investissements IT et au développement de l'activités. Les **charges FRU** sont en nette hausse de +34,7% par rapport au premier semestre 2021. Ainsi le résultat brut d'exploitation du premier semestre 2022 s'élève à 1 260 millions d'euros, en hausse de +14,3% par rapport du premier semestre 2021. Par conséquent, l'**effet ciseaux** est nettement positif à +5,6 points de pourcentage sur la période. Le **coût du risque** termine le premier semestre 2022 en dotation nette de -202 millions d'euros par rapport à une dotation de -27 millions d'euros au premier semestre 2021, essentiellement en raison de l'impact de la guerre Ukraine /Russie et de ses conséquences en termes de provisionnement sur encours sains au premier trimestre 2022. Ainsi, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** sous-jacent s'établit à 752 millions d'euros, en légère baisse de -2,2% par rapport au premier semestre 2021.

Le pôle contribue à hauteur de 25% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur le premier semestre 2022 et de 30% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 30 juin 2022, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 13,5 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 142,2 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 14,1% pour le premier semestre 2022, contre 13,1% pour 2021.

Résultats Banque de financement et d'investissement

Au **deuxième trimestre 2022** le **produit net bancaire sous-jacent** de la Banque de financement et d'investissement sous-jacent affichent une forte hausse de +22,0% par rapport au deuxième trimestre 2021, à 1 579 millions d'euros, reflétant l'activité commerciale record de CACIB, dans un contexte de forte volatilité et de besoins de couverture des clients élevés. Les **charges d'exploitation** sous-jacentes **hors FRU** enregistrent une hausse de +8,0% ce trimestre par rapport au deuxième trimestre 2021 pour s'établir à -738 millions d'euros, en lien avec la montée en charge du portefeuille de projets IT et le développement de l'activité (effectifs et rémunérations variables). L'effet ciseaux est ainsi nettement positif à +14 points de pourcentage. Le **résultat brut d'exploitation** est en très forte hausse à +37,7% par rapport au deuxième trimestre 2021 et s'établit à 840 millions d'euros. Le **coût du risque** enregistre une reprise nette de +75 millions d'euros, à comparer avec une reprise de +40 millions d'euros au deuxième trimestre 2021, ce qui s'explique essentiellement par la reprise en banque de financement des provisions sur encours sains Stage 1 et 2 (+143 millions d'euros) et par des dotations sur quelques dossiers pour risques avérés Stage 3 (-70 millions d'euros) Enfin, le **résultat avant impôt** du deuxième trimestre 2022 s'élève à +915 millions d'euros, en hausse de +49,2% par rapport au deuxième trimestre 2021. La charge d'impôt atteint 165 millions d'euros. Au final, le **résultat net part du Groupe** sous-jacent s'établit à 733 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2022, en très forte progression de +60,2% par rapport au deuxième trimestre 2021.

Les **emplois pondérés à fin juin 2022** sont stables (-0,7 milliard d'euros) par rapport à fin mars 2022, pour s'établir à 132,7 milliards d'euros. Hors effet change, ils sont en baisse de -3,2 milliards d'euros, en lien notamment avec des opérations de titrisations.

Au premier semestre 2022, le **produit net bancaire** sous-jacent progresse de +12,9% par rapport au premier semestre 2021 pour s'établir à 3 004 millions d'euros, il est en croissance de +9,2% à change constant. Les deux métiers contribuent de manière équilibrée à la hausse sur le semestre : les activités de banque de financement affichent une hausse de +12,4% par rapport au premier semestre 2021, et celles de la banque de marché et

d'investissement +13,5% par rapport au premier semestre 2021. Les **charges hors FRU** sous-jacentes augmentent de +7,9%, en lien avec la stratégie de croissance organique et d'investissements et de développement des activités de la BFI, alors que les contributions au FRU enregistrent une hausse sur le semestre plus significative de +30,2% et s'élèvent à 384 millions d'euros au premier semestre 2022. Par conséquent, l'effet ciseaux est positif à +5 points de pourcentage sur le semestre. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent, à 1 139 millions d'euros est en nette hausse (+14,7% par rapport au premier semestre 2021). Le coût du risque enregistre une dotation de -204 millions d'euros sur le premier semestre 2022, en lien avec le provisionnement prudent des expositions russes au premier trimestre (provision de -346 millions d'euros sur encours sains sur la Russie au premier trimestre 2022), contre -32 millions au premier semestre 2021. La charge d'impôt s'élève à -232 millions d'euros, en hausse de +17,5% en lien avec la croissance de l'activité. Ainsi, la contribution du métier au **RNPG** ressort en légère baisse de -3,6% à 687 millions d'euros.

Résultats Services financiers aux institutionnels

Au deuxième trimestre 2022, le **produit net bancaire** sous-jacent des services financiers aux institutionnels enregistre une nette hausse de +10,6% par rapport au deuxième trimestre 2021 et s'établit à 313 millions d'euros. Cette progression est essentiellement liée à la bonne performance de la marge d'intérêt sur la période (+10%), en lien avec une activité de flux dynamique compensant plus que largement l'effet marché négatif. Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU sont maîtrisées à +1,7% par rapport au deuxième trimestre 2021 à 222 millions d'euros. Cela permet de dégager un effet ciseaux fortement positif à 8,9 points de pourcentage sur le deuxième trimestre 2022. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent affiche ainsi une nette progression de +39,3% et s'établit à 92 millions d'euros au deuxième trimestre 2022. Le **résultat net** sous-jacent atteint 77 millions d'euros, en hausse de +48,1%. Après partage avec les minoritaires pour 25 millions d'euros, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** sous-jacent est en hausse de +49,7% sur un an, à 53 millions d'euros au deuxième trimestre 2022.

Le **produit net bancaire** sous-jacent du premier semestre 2022 est en hausse de +7,7% par rapport au premier semestre 2021, porté par la bonne tenue de l'activité clientèle, la croissance des commissions au premier trimestre et la bonne dynamique de la marge d'intérêt au deuxième trimestre. Les charges **hors FRU** sous-jacentes sont maîtrisées avec une légère hausse de +1,8%, tandis que les charges FRU enregistrent une très forte hausse à +76,8%. L'effet ciseaux hors FRU est donc positif et s'élève à +5,9 points de pourcentage au premier semestre 2022. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est en hausse de +10,6% par rapport au premier semestre 2021. Le **résultat net** sous-jacent est ainsi en hausse de +13,4%. Au final, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** au premier semestre 2022 s'établit à 66 millions d'euros, en progression de +13,9% par rapport au 30 juin 2021.

Activité Services financiers spécialisés

Dans le pôle **Services Financiers spécialisés**, l'activité est en hausse dans tous les métiers ce trimestre.

La **production commerciale** de Crédit Agricole Consumer Finance (CACF) est en hausse au deuxième trimestre 2022 par rapport au deuxième trimestre 2021 (+9,0%), portée par une activité dynamique tant en France qu'à l'international. Malgré la persistance des pénuries de composants électroniques sur le marché automobile, la production des JV automobiles est en hausse sur ce trimestre (+6,7% par rapport au deuxième trimestre 2021 et +14,1% par rapport au premier trimestre 2022, tirée par GAC Sofinco). Fin juin 2022, les encours totaux de CACF s'établissent ainsi à 96,6 milliards d'euros soit +4,9% par rapport à fin juin 2021.

Sofinco a été élu meilleur parcours digital en crédit conso selon Google UX 2022.

La **production commerciale en crédit-bail** de Crédit Agricole Leasing and Factoring (CAL&F) est soutenue, en retrait par rapport à un deuxième trimestre 2021 exceptionnel sur les énergies renouvelables (-4,7% au deuxième trimestre 2022 par rapport au deuxième trimestre 2021). La production commerciale en affacturage augmente de +16,4% comparé au deuxième trimestre 2021, notamment portée par un partenariat important dans les

paiements en Italie. Les encours de leasing atteignent 16,7 milliards d'euros fin juin 2022 (dont 13,4 milliards d'euros en France et 3,3 à l'international) soit +5,1% comparé à fin juin 2021. Le hub transition énergétique est lancé dans 5 Caisses régionales, et un partenariat Unifergie /Perfesco a été annoncé le 05 juillet 2022 pour améliorer l'efficacité énergétique des professionnels et industriels.

Résultat services financiers spécialisés

Le résultat net part du Groupe des **Services financiers spécialisés**²⁵ atteint 201 millions d'euros au **deuxième trimestre 2022**, en baisse de -2,8% par rapport au deuxième trimestre 2021. Le produit net bancaire sous-jacent s'élève à 685 millions d'euros, en hausse de +4,0% par rapport au deuxième trimestre 2021, porté par le dynamisme des revenus CAL&F (+8,3%)²⁶, les revenus de CACF étant en hausse de +2,7% par rapport au deuxième trimestre 2021. Les charges sous-jacentes hors FRU du pôle s'élèvent à -360 millions d'euros, en hausse de +9,9% par rapport au premier trimestre 2021. Le **résultat brut d'exploitation** est en baisse (-1,8%) comparé au deuxième trimestre 2021, le **coefficient d'exploitation** sous-jacent hors FRU reste bas à 52,5% (soit +2,8 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2021). Le **coût du risque** est en baisse de -16,5%, par rapport à un deuxième trimestre 2021 élevé.

Au **premier semestre 2022**, le produit net bancaire sous-jacent des **Services financiers spécialisés**²⁷ augmente de +5,4%, porté une bonne performance de CAL&F (+10,7%)²⁶ comparé au premier semestre 2021) et des revenus en hausse pour CACF (+3,9% par rapport au premier semestre 2021). **Les charges sous-jacentes hors FRU** augmentent de +9,7% comparé au premier semestre 2021. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU reste bas, à 52,9%, en hausse de +2,1 points de pourcentage par rapport au premier semestre 2021. **La contribution au FRU** s'élève à -34 millions d'euros au premier semestre 2022, en hausse de +47,9% par rapport au premier semestre 2021. **Le coût du risque** est en baisse de -9,6% au premier semestre 2022 par rapport au premier semestre 2021. La contribution des sociétés mises en équivalence est en hausse de +1,1% en sous-jacent. **Le résultat net part du Groupe** s'établit ainsi à 364 millions d'euros, stable par rapport au premier semestre 2021, stable par rapport au premier semestre 2021.

Le pôle contribue à hauteur de 12% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur le premier semestre 2022 et de 11% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 30 juin 2022, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 5,5 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 57,5 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 15,2% pour le premier semestre 2022, contre 15,2% pour 2021.

Résultats Crédit à la consommation

Au deuxième trimestre 2022, à périmètre constant²⁸, à savoir hors CACF NL (classé en IFRS 5 depuis le troisième trimestre 2020 et réintégré dans la consolidation ligne à ligne au troisième trimestre 2021) et hors CACF

²⁵ A périmètre constant, à savoir hors CACF NL (classé en IFRS 5 depuis le troisième trimestre 2020), et hors CACF Spain (repris à 100% depuis le T3 2021) : le RNPG du pôle Services financiers spécialisés s'élève à 207 millions d'euros au T2 2022, stable à +0,1% par rapport au T2 2021. Le produit net bancaire sous-jacent s'élève à 669 millions d'euros, en hausse de +1,7% par rapport au T2 2021, porté CAL&F (+8,3%)²⁶, les revenus de CACF étant stables par rapport au deuxième trimestre 2021. Les charges sous-jacentes hors FRU du pôle s'élèvent à -341 millions d'euros, en hausse de +4,3% par rapport T1 2021. Le résultat brut d'exploitation est en baisse de (-0,9%) comparé au T2 2021, le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU reste bas à 51,0% (soit +1,3 point de pourcentage par rapport au T2 2021). Le coût du risque est en baisse de -18,7%.

²⁶ Y.c Olinn acquis par CAL&F au T4 2021

²⁷ A périmètre constant, à savoir hors CACF NL (classé en IFRS 5 depuis le troisième trimestre 2020) et hors CACF Spain (repris à 100% depuis le T3 2021) : le produit net bancaire sous-jacent des Services financiers spécialisés augmente de +3,1% dont +10,7% CAL&F²⁶ et +0,9% pour CACF. Les charges sous-jacentes hors FRU augmentent de +4,2%. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU reste bas, à 51,4%, en hausse de +0,5 point de pourcentage. Le coût du risque est en baisse de -10,0%. La contribution des sociétés mises en équivalence est en hausse de +1,1% en sous-jacent. Le résultat net part du Groupe s'établit ainsi à 372 millions d'euros, en hausse de +2,1% par rapport au premier semestre 2021.

²⁸ Sans retraitement de périmètre, au deuxième trimestre 2022, le produit net bancaire sous-jacent de CACF atteint 527 millions d'euros, en hausse de +2,7% par rapport au deuxième trimestre 2021. Les charges sous-jacentes de CACF augmentent de +8,4% par rapport au deuxième trimestre 2021. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent est en baisse de -2,6% par rapport au deuxième trimestre 2021 et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU, reste bas à 51,6%, en hausse de 2,7 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2021. La contribution des sociétés mises

Spain (repris à 100% depuis le T3 2021), le produit net bancaire sous-jacent de CACF atteint 511,4 millions d'euros, stable par rapport au deuxième trimestre 2021. Les charges sous-jacentes hors FRU à périmètre constant augmentent de +1,1% par rapport au deuxième trimestre 2021. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent à périmètre constant est en baisse de -1,4% par rapport au deuxième trimestre 2021 et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU à périmètre constant reste bas à 49,5%, en hausse de +0,6 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2021. La contribution des sociétés mises en équivalence atteint 78 millions d'euros au deuxième trimestre 2022 (-5,1% en sous-jacent par rapport au deuxième trimestre 2021). **Sans retraitement de périmètre, le coût du risque** est en baisse de -15,9% par rapport au deuxième trimestre 2021, et atteint -100 millions d'euros, principalement en raison de provisions pour risques avérés à -122 millions d'euros (Stage 3), et une reprise de provisions de +7 millions d'euros sur encours sains (Stage 1 et 2) et de +15 millions d'euros d'autres provisions. **Sans retraitement de périmètre, le coût du risque sur encours** sur quatre trimestres glissants²⁹ atteint 118 points de base, et le coût du risque sur encours en trimestre annualisé³⁰ atteint 107 points de base ; le **taux de créances douteuses et litigieuses** atteint 5,0%, en baisse de -0,1 point de pourcentage par rapport à fin mars 2022 et le taux de couverture atteint 88,7% en baisse de -1,1 point de pourcentage par rapport à fin mars 2022. Les **impôts sous-jacents** s'élèvent à -45 millions d'euros au deuxième trimestre 2022, en hausse de +1,4% par rapport au premier trimestre 2021. Au final, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** atteint 157 millions d'euros au deuxième trimestre 2022, en baisse de -6,4% par rapport au deuxième trimestre 2021.

Au premier semestre 2022, le produit net bancaire sous-jacent, à périmètre constant hors CACF NL et CACF Spain³¹, est en hausse de +0,9% par rapport au premier semestre 2021. Les charges hors FRU à périmètre constant sont en hausse de +0,6% par rapport au premier semestre 2021, la contribution au FRU à périmètre constant s'élève à -16 millions d'euros (+65,3% par rapport au premier semestre 2021), le **coefficient d'exploitation** sous-jacent **hors FRU** à périmètre constant reste bas à 50,0%, stable par rapport au premier semestre 2021. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent à périmètre constant est stable par rapport au premier semestre 2021. Le coût du risque à périmètre constant augmente de -7,4%, pour atteindre -217 millions d'euros comparé au premier semestre 2021. La contribution des **sociétés mises en équivalences** en sous-jacent est en hausse de +1,1%.

Au final, la contribution du métier (sans retraitement de périmètre) au **résultat net part du Groupe** sous-jacent s'élève à 289,5 millions d'euros au premier semestre 2022, en baisse de -4,1% par rapport au premier semestre 2021.

Résultats Leasing & Affacturage

Au **deuxième trimestre 2022, le produit net bancaire** sous-jacent de CAL&F atteint 158 millions d'euros, en forte hausse de +8,3%²⁶ par rapport au deuxième trimestre 2021, grâce à l'effet périmètre lié à l'acquisition d'Olinn au T4 2021 (hausse des revenus de +3,5% hors cet effet périmètre) et au dynamisme de l'activité d'affacturage. Les charges hors FRU sont en hausse de +14,8% (+6,8% hors Olinn par rapport au deuxième trimestre 2021) sous l'effet de la croissance de l'activité et des investissements informatiques.

en équivalence atteint 78 millions d'euros au deuxième trimestre 2022 (-5,1% en sous-jacent par rapport au deuxième trimestre 2021). Le coût du risque est en baisse de -15,9% par rapport au deuxième trimestre 2021. Le coût du risque sur encours sur quatre trimestres glissants atteint 118 points de base, et le coût du risque sur encours en trimestre annualisé atteint 107 points de base. Le taux de créances douteuses et litigieuses atteint 5,0%, en baisse de -0,1 point de pourcentage par rapport à fin mars 2022 et le taux de couverture atteint 88,7% en baisse de -1,1 point de pourcentage par rapport à fin mars 2022. Les impôts sous-jacents s'élèvent à -45 millions d'euros au deuxième trimestre 2022, en hausse de +1,4% par rapport au premier trimestre 2021. Au final, le résultat net part du Groupe sous-jacent atteint 157 millions d'euros au deuxième trimestre 2022, en baisse de -6,4% par rapport au deuxième trimestre 2021

²⁹ Coût du risque des quatre derniers trimestres, rapporté à la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

³⁰ Coût du risque du trimestre multiplié par quatre, rapporté à l'encours de début de période du trimestre

³¹ *Sans retraitement de périmètre, au premier semestre 2022, le produit net bancaire sous-jacent est en hausse de +3,9% par rapport au premier semestre 2021. Les charges hors FRU sont en hausse de +7,8% par rapport au premier semestre 2021, la contribution au FRU s'élève à -16 millions d'euros, le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU reste bas à 52,1%, en hausse de +1,9 point de pourcentage par rapport au premier semestre 2021. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent est en baisse de -1,4% par rapport au premier semestre 2021. Le coût du risque augmente de -6,9% comparé au premier semestre 2021. La contribution des sociétés mises en équivalences en sous-jacent est en hausse de +1,1%. Au final, la contribution du métier au résultat net part du Groupe sous-jacent s'élève à 289,5 millions d'euros au premier semestre 2022, en baisse de -4,1% par rapport au premier semestre 2021.*

Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** est à 55,7% ce trimestre, en hausse de 3,2 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2021. Le **résultat brut d'exploitation** ressort ainsi à +1,2% par rapport au deuxième trimestre 2021. Le **coût du risque** baisse nettement par rapport au deuxième trimestre 2021 (-21,3%). Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** de CAL&F s'établit à 44 millions d'euros au deuxième trimestre 2022, en hausse de +13,1% par rapport au deuxième trimestre 2021.

Au premier semestre 2022, le **produit net bancaire** sous-jacent est en hausse de +10,7% par rapport au premier semestre 2021, en lien de nouveau avec un effet périmètre lié à l'acquisition d'Olinn au T4 2021 (hausse des revenus de 5,7% hors cet effet périmètre), avec une forte activité en affacturage au premier semestre 2021. **Les charges hors FRU** sont en hausse de +16,0% (+7,5% hors Olinn par rapport au premier semestre 2021) et accompagnent la croissance de l'activité. La contribution au FRU s'élève à -18 millions d'euros au premier semestre 2022 (+35,0% par rapport au premier semestre 2021). Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent augmente de +1,5% par rapport au premier semestre 2021. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** s'établit à 55,7%, en hausse de +2,5 points de pourcentage par rapport au premier semestre 2021. Le **coût du risque** est en nette baisse par rapport au premier semestre 2021 (-31,6%). Enfin, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'élève à 75 millions d'euros, en hausse de +19,3% par rapport au premier semestre 2021.

Activité de la Banque de proximité Crédit Agricole S.A.

L'activité des **Banques de proximité** de Crédit Agricole S.A. a été soutenue ce trimestre, portée notamment chez LCL par la production de crédits à l'habitat, aux entreprises, et aux professionnels, et par une activité commerciale résiliente chez Crédit Agricole Italia.

La production de crédits chez **LCL** progresse fortement par rapport au deuxième trimestre 2021 (+30%³²) aussi bien sur l'habitat (+34%³²) que sur les entreprises (+36%³²) et les professionnels (+16%³²), ainsi que sur le crédit à la consommation (+7%³²). Dans ce contexte, les encours de crédits sont en hausse de +8,3% depuis fin juin 2021, à 156,7 milliards d'euros, dont +9,2% sur les crédits immobiliers, +7,9% sur les crédits aux professionnels, +6,9% sur les crédits aux entreprises et +4,9% sur les crédits à la consommation. Les encours de collecte sont en hausse de +1,2% par rapport à fin juin 2021, portés par la collecte bilan (+2,7%) en lien avec la progression des DAV (+6,4%) et des livrets (+3,6%), malgré l'épargne hors bilan qui baisse de -1,3% en raison d'un effet marché défavorable. Enfin, la conquête brute s'élève à 84 000 nouveaux clients ce trimestre et le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV est en hausse de +0,7 point de pourcentage par rapport à fin juin 2021 pour s'établir à 26,9% à fin juin 2022. Enfin, LCL annonce le lancement de GreenEquity à partir de septembre, pour accompagner les PME, ETI et grandes entreprises souhaitant entrer en bourse, en les aidant à renforcer et à valoriser leur démarche ESG (Environnement, Social et Gouvernance).

Les encours de crédit de **CA Italia** à fin juin 2022 atteignent 59,6 milliards d'euros, et sont stables par rapport à fin juin 2021 hors cession de créances NPE de 1.5 milliards d'euros au quatrième trimestre 2021, et stables par rapport au premier trimestre 2022. La production de nouveaux crédits, notamment habitat, est résiliente dans un marché baissier en Italie. Les encours de collecte à fin juin 2022 s'élèvent pour leur part à 110,0 milliards d'euros, en baisse de -1,5% en raison d'un impact marché défavorable sur l'épargne gérée et de la poursuite de l'optimisation de la collecte bilan. Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV est en hausse de +1,7 point de pourcentage par rapport à fin juin 2021 pour s'établir à 20,1% (15,6% y compris base de clientèle de Creval) à fin juin 2022. La conquête brute s'élève à 45 700 nouveaux clients sur le trimestre, la production de crédit à la consommation en volume est en hausse de +21% par rapport au deuxième trimestre 2021, et le stock de refinancement de crédit d'impôt clientèle «Ecobonus³³» atteint environ 1 milliard d'euros. Enfin, sur le second trimestre 2022, 35% des ouvertures de comptes courants et de ventes de produits d'investissement ont été effectués en ligne.

³² Hors PGE

³³ Déduction fiscale Italienne pour les travaux de rénovation, d'efficacité énergétique et de sécurisation des bâtiments lancée en 2021

Pour l'ensemble des Banques de Proximité à l'International hors Italie, les encours de crédits sont en baisse de -2,4% à fin juin 2022 par rapport à fin juin 2021 et les encours de collecte sont en baisse de -3,3% sur la même période. Hors entités cédées ou en cours de cession³⁴, la croissance des encours de crédits atteint +11,7%³⁴ et celle des encours de collecte atteint +9,5%³⁴ sur la même période.

Au deuxième trimestre 2022, l'activité commerciale est en forte progression en Pologne et en Egypte par rapport au deuxième trimestre 2021, avec une croissance des crédits de +13% à change constant, notamment en Pologne (+12%) et en Egypte (+17%), et une collecte bilan en croissance de +7% à change constant, dont +15% en Pologne, +11% en Egypte. Par ailleurs, la collecte bilan en Ukraine est en croissance de +23% à change constant.

L'excédent net de collecte sur les crédits des banques de proximité à l'international hors Italie s'élève à +2,3 milliards d'euros au 30 juin 2022.

Résultats Banque de proximité en France

Le produit net bancaire sous-jacent de LCL est en hausse de +5,8% par rapport au deuxième trimestre 2021, et atteint 981 millions d'euros au deuxième trimestre 2022. Cette hausse est tirée par les commissions (+6,9%), notamment sur les moyens de paiement et assurances, ainsi que par la marge nette d'intérêts (+4,9%), soutenue par l'activité entreprise et le remboursement de ressources de marché à taux élevé.

En vision sous-jacente, l'évolution des charges hors FRU demeure contenue (+2,9% T2/T2) à 572 millions d'euros ce trimestre, entraînant une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU, qui s'établit à 58,3% ce trimestre (soit une baisse de -1,6 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2021).

Tiré par la hausse des revenus, le résultat brut d'exploitation sous-jacent est en augmentation de +9,4% sur un an, malgré un reliquat de contribution au FRU de 3 millions d'euros enregistré au deuxième trimestre 2022 (contre 0 millions d'euros au deuxième trimestre 2022). Le coût du risque est stable à -43 millions d'euros, intégrant une reprise de provisions pour litiges divers. Le taux de couverture reste élevé à 82,0% à fin juin, contre 83,7% à fin mars 2022. Le taux de créances douteuses atteint 1,5% à fin juin 2022, en hausse de 0,1 point pourcentage par rapport à fin mars 2022. Au final, le résultat net part du Groupe est en forte hausse de +18,1% par rapport au deuxième trimestre 2021.

Sur le premier semestre 2022, les revenus de LCL augmentent de +7,1% par rapport au premier semestre 2021 et atteignent 1 962 millions d'euros, portés d'une part par la marge nette d'intérêt soutenue par l'activité entreprises et professionnels et bénéficiant d'effets non récurrents (revalorisation du portefeuille private equity au premier trimestre, remboursement de ressources de marché à taux élevé au deuxième trimestre), et d'autre part, par les commissions, notamment celles sur l'assurance non-vie et les moyens de paiement. Les charges sous-jacentes hors FRU sont en hausse maîtrisée de +3,4% et de +2,2% hors contributions au FRU et au FGD. Cela entraîne une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de -2,1 points de pourcentage par rapport au premier semestre 2021, à 59,5%. Le résultat brut d'exploitation augmente donc de +12,6%. Le coût du risque diminue de -17,2%, résultant principalement de la baisse de -25,8% au premier trimestre 2022. Au final, la contribution du métier au résultat net part du groupe est en forte hausse de +59,5%.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de LCL s'établit quant à lui à 20,1% pour le premier semestre 2022, contre 15,2% en 2021.

³⁴ Entités cédées ou en cours de cession : Roumanie classée en IFRS5 au premier trimestre 2021 (cession effective au troisième trimestre 2021; Serbie classée en IFRS5 depuis le deuxième trimestre 2021 (cession effective le 1er avril 22) et Crédit du Maroc classé en IFRS5 depuis le premier trimestre 2022.

Résultats Banque de proximité à l'international

Les revenus sous-jacent du pôle Banque de proximité à l'international augmentent de +1,4% à 812 millions d'euros au deuxième trimestre 2022. Proforma de l'acquisition de Creval au deuxième trimestre 2021, hors Crédit du Maroc, passé en IFRS 5 au premier trimestre 2022, et hors Crédit Agricole Serbie cédée au 1^{er} avril 2022, les revenus du pôle banque de proximité à l'international augmentent de +4,3% au deuxième trimestre 2022 par rapport au deuxième trimestre 2021. Les charges sous-jacentes hors FRU baissent de -0,5% et atteignent 479 millions d'euros au deuxième trimestre 2022. Pro forma Creval et hors Crédit Agricole Serbie et Crédit du Maroc, les charges baissent de -0,5%. En conséquence de ces changements de périmètre, le résultat brut d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit à +333 millions d'euros soit une hausse de +4,2 % par rapport au deuxième trimestre 2021. Pro forma Creval et hors Crédit Agricole Serbie et Crédit du Maroc, le RBE sous-jacent hors FRU est en hausse de +12,2%. Le coût du risque sous-jacent s'établit à -117 millions d'euros, sa hausse provenant principalement de la banque de proximité à l'international hors Italie. Au final, le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle Banque de proximité à l'international s'élève à 128 millions d'euros, soit 6,5% du résultat net part du groupe des métiers de Crédit Agricole S.A.

Sur le premier semestre, les revenus sous-jacent du pôle Banque de proximité à l'international augmentent de +6,9% à 1 598 millions d'euros. Proforma de l'acquisition Creval en Italie, et hors Crédit du Maroc, passé en IFRS5 au premier trimestre 2022, et hors Crédit Agricole Serbie, cédée au 1^{er} avril 2022, les revenus du pôle banque de proximité à l'international augmentent de +3,0% au premier semestre 2022 par rapport au premier semestre 2021. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU augmentent de +6,8% pour atteindre 958 millions d'euros, au premier semestre 2022. Pro forma Creval et hors Crédit Agricole Serbie et Crédit du Maroc, elles augmentent de +0,4%. En conséquence de ces changements de périmètre, le résultat brut d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit à +641 millions d'euros soit une hausse de +7,2% par rapport au premier semestre 2021. Pro forma Creval et hors Crédit Agricole Serbie et Crédit du Maroc, le RBE sous-jacent hors FRU est en hausse de +7,1%. Le coût du risque sous-jacent s'établit à -195 millions d'euros, stable par rapport au premier semestre 2021. Au final, le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle Banque de proximité à l'international s'élève à 234 millions d'euros, soit 7,9% du résultat net part du groupe des métiers de Crédit Agricole S.A.

Résultats Italie

Au deuxième trimestre 2022, les revenus sous-jacent de CA Italia sont en hausse de +6,8% par rapport au deuxième trimestre 2021 et s'établissent à 622 millions d'euros. Pro forma de l'acquisition de Creval, les revenus sont en baisse de -1,5%, du fait de la poursuite de la pression sur la marge nette d'intérêt dans un environnement concurrentiel, mais avec néanmoins une tendance haussière des taux à la production en crédit habitat et entreprises. Les commissions bancaires sont en hausse de +3,0%, grâce à l'assurance dommages, au crédit à la consommation et aux entreprises. Les charges sous-jacentes hors FRU sont en hausse par rapport au deuxième trimestre 2021 (+6,7%) à 372 millions d'euros. Pro forma Creval, les charges baissent de -3,7% grâce aux synergies de coûts suite à l'intégration de Creval, dégagant ainsi un effet ciseaux positif de +2,2 points de pourcentage proforma de Creval. Au final, le résultat brut d'exploitation sous-jacent hors FRU enregistre une hausse de +7,0% par rapport au deuxième trimestre 2021 (+2,1% pro forma Creval). Le coût du risque baisse de -6,6% par rapport au deuxième trimestre 2021 (-15,0% pro forma Creval), le profil de risque de CA Italia ayant été amélioré par la cession de créances douteuses pour 1,5 milliard d'euros au quatrième trimestre 2021. Le taux de créances douteuses au 30 juin 2022 s'établit à 3,8% et le taux de couverture à 63,4%. Le résultat net part du groupe de CA Italia s'établit ainsi à 102 millions d'euros en hausse de +41,0% par rapport au deuxième trimestre 2021 et de +36,5% pro forma Creval.

Sur le premier semestre, les revenus sous-jacent de Crédit Agricole Italia augmente de +15,9% pour s'établir à 1 241 millions d'euros. Pro forma de l'acquisition de Creval, les revenus sont en baisse de -1,8%. Les charges sous-jacentes hors FRU sont en hausse par rapport au premier semestre 2021 (+17,7%) à 740 millions d'euros. Pro forma Creval, les charges baissent de -2,6%. Le coût du risque baisse de -20,7% par rapport au premier semestre 2021 (-35,7% pro forma Creval). Au final, le résultat net part du groupe de CA Italia s'établit ainsi à 198 millions d'euros en hausse de +48,3% par rapport au premier semestre 2021 et de +35,4% pro forma Creval.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de CA Italia s'établit à 13,7% pour le premier semestre 2022.

Résultats du Groupe Crédit Agricole en Italie

Le résultat sous-jacent du **Groupe en Italie** reflète une excellente performance des différents métiers du Groupe et s'établit à 438 millions d'euros sur le premier semestre 2022, soit une amélioration de +15% par rapport au premier semestre 2021, du fait de la croissance du résultat brut d'exploitation de +8,5%. Le résultat du Groupe en Italie représente ainsi 16% du résultats du résultat sous-jacent de Crédit Agricole S.A.³⁵, et le résultat de Crédit Agricole Italia représente 45% de ce résultat. **Crédit Agricole Italia** est la 2^{ème} banque italienne en matière d'IRC³⁶ avec 82 000 nouveaux clients au premier semestre et des commissions en hausse de +1% par rapport au premier semestre 2021. **Amundi** est 1^{er} des asset managers italiens au premier semestre³⁷ et a réalisé une collecte dynamique au 1^{er} semestre à 4,2 Md€, mais est impacté par un effet marché négatif sur les commissions de performance. Dans **les Assurances**, la part de marché en assurances vie est de 6,8%³⁸, en ligne avec la part de marché de fin 2021, et le taux d'UC dans la collecte brute s'élève à 47,2%. Sur les assurances non-vie, la performance a été bonne au premier semestre avec une collecte de 60 millions d'euros soit une hausse de +21% par rapport à fin juin 2021. L'activité a été très soutenue chez **CACIB Italie** en crédits syndiqués (2^{ème} bookrunner en valeur³⁹) et le leadership a été confirmé en ESG³⁹ (opérations « vertes et durable », tous secteurs et produits). Dans le crédit à la consommation les parts de marché d'**Agos** sont en hausse de +130 points de base par rapport au premier semestre 2021 à 14,1%⁴⁰ avec une nouvelle production en hausse de +25% sur la période, tout en conservant le niveau de qualité du portefeuille.

Le Groupe Crédit Agricole en Italie poursuit le développement conjoint de la banque de proximité et des métiers. Ainsi, la migration IT de Creval a été finalisée le 23 avril 2022, et tous les produits du Groupe (crédit à la consommation, assurances et gestion d'actifs) sont maintenant distribués sur l'ensemble du réseau Creval.

Résultats Banque de proximité à l'international - hors Italie

Les résultats de nos entités au Maroc et en Serbie sont comptabilisés pour le deuxième trimestre 2022 en IFRS 5, impactant toutes les lignes de résultats de la Banque de proximité à l'international hors Italie. La Serbie ayant été cédée le 1^{er} avril 2022 contribue à hauteur de 0,1 million d'euro au résultat net part du groupe du pôle et le Crédit du Maroc contribue à hauteur de 11,9 millions d'euros.

Au deuxième trimestre 2022, les revenus sous-jacent de la banque de proximité hors Italie baissent de -13,1% par rapport au deuxième trimestre 2021 pour s'établir à 190 millions d'euros. Hors Crédit du Maroc, passé en IFRS 5 au premier trimestre 2022, et hors Crédit Agricole Serbie cédée au 1^{er} avril 2022, les revenus sous-jacent augmentent de +29,3%. Les charges d'exploitation hors FRU baissent de -19,3%, mais augmentent de +12,4% hors Crédit du Maroc et Crédit Agricole Serbie. En conséquence de ces changements de périmètre, le résultat brut d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit à 83 millions d'euros, soit une baisse de -3,5% par rapport au deuxième trimestre 2021. Hors Crédit Agricole Serbie et Crédit du Maroc, le RBE sous-jacent hors FRU est en hausse de +60,2%. Le coût du risque sous-jacent s'établit à -44 millions d'euros, en augmentation par rapport au deuxième semestre 2021 qui s'établissait à -16 millions d'euros, en raison de la hausse du coût du risque en Ukraine. Au final, la contribution du métier au résultat net part du Groupe est de 25 millions d'euros, en baisse de -31,4% par rapport au deuxième trimestre 2021.

En dehors de nos entités cédées ou en cours de cession, et de l'Ukraine dont le fonctionnement est fortement pénalisé et ayant un résultat nul ce trimestre avec un renforcement des provisions à hauteur du RBE, le résultat net part du Groupe de nos entités en Pologne et Egypte progresse fortement (multiplication par 1,8) à change

³⁵ Hors AHM

³⁶ Enquête Doxa IRC Strategico 2021 portant sur la période de janvier à mai

³⁷ Source classement mensuel Assogestione, périmètre différent de celui considéré par le Groupe Amundi (incluant par exemple les Gestions Patrimoniales et les Unit Linked)

³⁸ Mai 2022

³⁹ CACIB #2 sur les crédits syndiqués en EMEA (source refinitiv) ; CACIB #2 sur les Green, Social & Sustainable bonds EUR (source Bloomberg)

⁴⁰ source Assofin

constant au deuxième trimestre 2022 par rapport au deuxième trimestre 2021, dans un contexte de hausse des taux.

Par pays :

- CA Pologne : les revenus sont en forte hausse (+29%), portés par la conquête brute (+54 000 clients au deuxième trimestre 2022), une forte progression de la marge nette d'intérêt et le développement des commissions. Les charges progressent de +16% en lien avec des investissements IT et l'accompagnement du développement de l'activité. Le taux de créances douteuses est stable par rapport au premier trimestre 2022 à 5,7% et le taux de couverture est à 114,6%.
- CA Egypte : le Résultat Brut d'Exploitation progresse de +21% par rapport au deuxième trimestre 2021 porté par l'activité entreprises et la hausse des taux. Le taux de créances douteuses s'élève à 3,8% et le taux de couverture est de 120,8%.

Sur le premier semestre 2022, les revenus sous-jacent de la banque de proximité hors Italie baissent de -15,7% par rapport au premier semestre 2021 pour s'établir à 358 millions d'euros. Hors Crédit du Maroc, passé en IFRS 5 au premier trimestre 2022, et hors Crédit Agricole Serbie cédée au 1er avril 2022, les revenus sous-jacent augmentent de +24,3%. Les charges d'exploitation hors FRU baissent de -18,9%, mais augmentent de +12,6% hors Crédit du Maroc et Crédit Agricole Serbie. En conséquence de ces changements de périmètre, le résultat brut d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit à 140 millions d'euros, soit une baisse de -10,3% par rapport au premier semestre 2021. Hors Crédit Agricole Serbie et Crédit du Maroc, le RBE sous-jacent hors FRU est en hausse de +48,2%. Le coût du risque sous-jacent s'établit à -76 millions d'euros, en augmentation par rapport au premier semestre 2021 qui s'établissait à -45 millions d'euros, en raison de la hausse du coût du risque en Ukraine. Au final, la contribution du métier au résultat net part du Groupe est de 36 millions d'euros, en baisse de -34,1% par rapport au premier semestre 2021.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent des Autres BPI s'établit à 11,3% pour le premier semestre 2022, contre 14,4% pour 2021.

Le pôle Banque de Proximité à l'international contribue à hauteur de 8% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur le premier semestre 2022 et de 13% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Dans son ensemble, le pôle Banque de proximité contribue à hauteur de 23% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) au premier semestre 2022 et de 30% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 30 juin 2022, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 9,8 milliards d'euros dont 4,9 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France, 4,9 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international. Les emplois pondérés du pôle sont de 102,8 milliards d'euros dont 51,6 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France et 51,1 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international.

Résultat Activités Hors métiers

Le résultat net part du groupe sous-jacent de AHM s'établit à -60 millions au deuxième trimestre 2022 en hausse de +16 millions d'euros depuis le deuxième trimestre 2021. La contribution négative du pôle Activité Hors Métiers s'analyse en distinguant la contribution « structurelle » (-175 millions d'euros) des autres éléments (+115 millions d'euros).

La contribution de la composante « structurelle » est en baisse de -18 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2021 et se décompose en trois types d'activités :

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint -212 millions d'euros au deuxième trimestre 2022, en baisse de -11 millions d'euros, principalement lié à l'impact de l'inflation sur la gestion ALM;
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*) et CA Immobilier et BforBank intégré en mise en équivalence, en raison de sa détention à 50% par Crédit Agricole SA suite à sa recapitalisation : leur contribution, à +33 millions d'euros au deuxième trimestre 2022, est en légère baisse par rapport au deuxième trimestre 2021 (+12 millions d'euros). Cette baisse est notamment liée à un effet de base lié à la revalorisation favorable au T2-2021 de certains fonds de private equity.
- Les fonctions support du Groupe : leur contribution est légèrement positive ce trimestre (+5M€ par rapport au deuxième trimestre 2021), grâce notamment à l'activité soutenue chez Crédit Agricole Payment Services.

La contribution des « autres éléments » est en hausse (+34 millions d'euros) comparée au deuxième trimestre 2021, en raison d'un effet de la hausse des spreads sur les éliminations sur titres intragroupes souscrits par Predica et par Amundi.

Sur le premier semestre 2022, le résultat net part du groupe sous-jacent du pôle AHM s'élève à -291 millions d'euros, en baisse de -5 millions d'euros, par rapport au premier semestre 2021. La composante structurelle contribue à hauteur de -476 millions d'euros et les autres éléments du pôle enregistrent une contribution de +186 millions d'euros sur le semestre.

La contribution de la composante « structurelle » est en baisse de -73 millions d'euros comparé au premier semestre 2021 et se décompose en trois types d'activités :

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint -516 millions d'euros au premier semestre 2022, en baisse de -55 millions d'euros par rapport au premier semestre 2021;
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*) et CA Immobilier et BforBank: leur contribution, à +32 millions d'euros au premier semestre 2022, est en baisse par rapport au premier semestre 2021 (+27 millions d'euros).
- Les fonctions support du Groupe : leur contribution est de +8 millions d'euros sur le premier semestre 2022 à comparé avec la contribution neutre au premier semestre 2021.

La contribution des « autres éléments » est en hausse (+68 millions d'euros) comparé au premier semestre 2021, notamment liée à l'impact positif de la hausse des spreads depuis le début d'année sur les éliminations sur titres intra-groupe souscrit pas Predica et Amundi.

Au 30 juin 2022, les emplois pondérés sont de 26,5 milliards d'euros.

* *

*

Solidité financière

Groupe Crédit Agricole

Au 30 juin 2022, le **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) phasé** du Groupe Crédit Agricole est en hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à fin mars 2022, pour atteindre 17,5%. Ainsi, le Groupe Crédit Agricole affiche un coussin substantiel de 8,6 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP⁴¹ fixée à 8,9%, en hausse par rapport au 31 mars 2022. Le ratio CET1 non phasé atteint 17,2%.

- Le ratio CET1 bénéficie d'un impact de +38 pb lié au résultat conservé.
- La croissance organique des métiers contribue à la variation des emplois pondérés pour +3,3 milliards d'euros par rapport à fin mars 2022 (hors effet change de +2,8 milliards d'euros), intégrant une baisse de -4 Mds€ des emplois pondérés dans le pôle Grandes Clientèles (dont -3,4 milliards d'euros chez CACIB) compensée par une hausse, principalement concentrée sur la Banque de proximité (+5,9 Mds€) et SFS (+2,5 milliards d'euros), pour un impact global de -9 pb.
- L'effet assurances sur le ratio représente +11 pb ce trimestre, dont -16 pb lié à la baisse des réserves latentes (OCI) et +27 pb sur la VME hors OCI, intégrant notamment l'impact du paiement d'un dividende exceptionnel de 2 milliards d'euros par Crédit Agricole Assurances à Crédit Agricole SA le 24 juin 2022.
- Enfin, les effets M&A, réglementaires et autres contribuent à hauteur de +11 pb, dont un effet change pour -2 pb, un impact favorable sur les impôts différés liés à la fusion avec Creval pour +4 pb, la cession de CA Serbie, le 1^{er} avril 2022 pour +2 pb et l'actualisation des engagements post-emploi pour +4 pb.

Le **ratio Tier 1** phasé ressort à 18,6% et le ratio global phasé est à 21,5% ce trimestre.

Le **ratio de levier phasé** ressort à 5,3%, en baisse de -0,5 point de pourcentage par rapport à fin mars 2022, en lien notamment avec la fin de la neutralisation des expositions de la BCE, et bien au-dessus de l'exigence réglementaire de 3%.

Les **emplois pondérés** du Groupe Crédit Agricole sont en baisse de -12,4 milliards d'euros par rapport au 31 mars 2022. La croissance organique des métiers contribue à cette évolution pour +3,3 milliards d'euros (hors effet change pour +2,8 milliards d'euros). En effet, les emplois pondérés de la Banque de proximité sont en hausse : +5,9 milliards d'euros hors effet change dont +1,1 milliard d'euros pour LCL et +3,1 milliards d'euros pour les Caisses régionales et +1,1 milliard d'euros pour CA Italie. La contribution du pôle Grandes clientèles est en baisse par rapport à fin mars 2022 (-4 milliards d'euros), dont -3,4 milliards d'euros pour CACIB. La valeur de mise en équivalence de l'assurance impacte les emplois pondérés à la baisse pour -17,9 milliards d'euros, en lien notamment avec le paiement d'un dividende exceptionnel au deuxième trimestre 2022 de 2 Mds€ (impact sur les emplois pondérés de -7,4 milliards d'euros) et l'évolution défavorable des réserves OCI (impact sur les emplois pondérés de -9,5 milliards d'euros). Le poste « M&A et autres » impacte les emplois pondérés à hauteur de +2,3 milliards d'euros incluant notamment l'effet change pour 2,8 milliards et l'impact de la cession de CA Serbie le 1^{er} avril 2022, pour -0,8 milliard d'euros.

Seuil de déclenchement du montant maximum de distribution (MMD)

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux.

⁴¹ Coussin contracyclique de 3 pb au 30 juin 2022, attendu à 39 pb au 30 juin 2023 pour le Groupe Crédit Agricole sur la base des informations connues à date, et en particulier la hausse du taux du coussin contracyclique français à 0,50% qui entre en vigueur en avril 2023.

Le Groupe Crédit Agricole, au 30 juin 2022, dispose d'une marge de sécurité de **791 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 46 milliards d'euros de capital CET1**.

Crédit Agricole S.A., au 30 juin 2022, dispose d'une marge de sécurité de **338 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 13 milliards d'euros de capital CET1**.

TLAC

L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne *via* CRR2 et s'applique depuis le 27 juin 2019. Le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences de ratio TLAC suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 18% des actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets - RWA*), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique fixé à 0,03% pour le Groupe CA au 30/06/22). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio TLAC supérieur à 21,5% ;
- un ratio TLAC supérieur à 6,75% de l'exposition en levier (*Leverage Ratio Exposure - LRE*).

L'objectif 2025 du Groupe Crédit Agricole est de conserver un ratio TLAC supérieur ou égal à 26% des RWA hors dette senior préférée éligible.

Au 30 juin 2022, le **ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 26,7% des RWA et 7,6% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible⁴²**, soit bien au-delà des exigences. Le ratio TLAC exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques est en hausse de 80pb sur le trimestre, en lien avec la progression du ratio CET1 et la baisse des RWA, sous l'effet notamment de l'opération de remontée de dividende exceptionnel par CAA en amont d'IFRS17. Exprimé en pourcentage de l'exposition en levier (LRE), le ratio TLAC progresse légèrement par rapport à mars 2022, sans tenir compte de la neutralisation des expositions Banque Centrale.

Le Groupe présente ainsi un ratio TLAC hors dette senior préférée éligible supérieur de 510 points de base, soit 30 milliards d'euros, au-delà de l'exigence actuelle de 21,5% des RWA.

A fin juin 2022, 3,6 milliards d'euros équivalents ont été émis sur le marché (dette senior non préférée et Tier 2). Le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 26,0 milliards d'euros.

MREL

Les niveaux minimums à respecter sont déterminés dans des décisions prises par les autorités de résolution et notifiées à chaque établissement, puis révisées périodiquement. Le Groupe Crédit Agricole doit respecter depuis le 1^{er} janvier 2022 une exigence minimale de MREL total de :

- 21,04% des RWA, niveau auquel s'ajoute d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique fixé à 0,03% pour le Groupe CA au 30/06/22). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio MREL total supérieur à 24,6% ;
- 6,02% de la LRE.

Au 30 juin 2022, le **Groupe Crédit Agricole présente un ratio MREL estimé à 30,8% des RWA et 8,7% de l'exposition en levier**, bien au-delà de l'exigence de MREL total.

⁴² Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2022.

Une exigence de subordination additionnelle au TLAC (« MREL subordonné ») est également déterminée par les autorités de résolution et exprimée en pourcentage des RWA et de la LRE, dans laquelle les instruments de dette senior sont exclus, à l'instar du TLAC, dont le ratio est équivalent à celui du MREL subordonné pour le Groupe Crédit Agricole. Au 1^{er} janvier 2022, cette exigence de MREL subordonné pour le Groupe Crédit Agricole n'excède pas l'exigence de TLAC.

La distance au seuil de déclenchement du montant maximum de distribution liée aux exigences de MREL (M-MMD) correspond au minimum entre les distances respectives aux exigences de MREL, MREL subordonné et TLAC exprimées en RWA.

Le Groupe Crédit Agricole, au 30 juin 2022, dispose ainsi d'une marge de sécurité de **510 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du M-MMD, compte tenu de l'exigence TLAC applicable au 30 juin 2022, soit 30 milliards d'euros de capital CET1**.

Crédit Agricole S.A.

A fin juin 2022, la solvabilité de Crédit Agricole S.A. s'établit à un niveau élevé, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de 11,3%** en vision phasé, en hausse de +0,3 point de pourcentage par rapport à fin mars 2022. Ainsi, Crédit Agricole SA affiche un coussin substantiel de 3,4 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP⁴³ fixée à 7,9%, contre 3,1 points de pourcentage au 31 mars 2022. Le ratio CET1 non phasé atteint 11,1%.

- Le ratio CET1 bénéficie ce trimestre d'un impact positif de +25 points de base lié au résultat conservé. Notamment, la provision pour distribution de dividendes, sur la base d'une politique de 50% de pay-out, atteint 0,38€ par action sur le premier semestre, dont 0,31€ par action au titre du deuxième trimestre 2022.
- L'effet assurances sur les OCI (réserves latentes) et sur la VME représente -11 pb, dont -39 pb⁴⁴ liés à la baisse des réserves latentes ; le stock global de réserves OCI atteint -31 points de base au 30 juin 2022. Par ailleurs, la VME (hors OCI) impacte le ratio pour +28 pb, notamment lié d'une part au versement du dividende exceptionnel de 2 milliards d'euros ce trimestre venant s'ajouter au versement du solde du dividende 2022 pour 0,7 milliard d'euros et d'autre part au résultat de Crédit Agricole Assurance pour 0,4 milliard d'euros.
- Le poste « M&A et autres » contribue à la hausse du CET1 à hauteur de +22 points de base dont un effet change neutre, des effets M&A pour +8 pb, dont l'impact de la cession de CA Serbie le 1^{er} avril 2022 pour +2 pb, un impact favorable sur les impôts différés liés à la fusion avec Creval pour 6 pb, et un impact de l'actualisation des engagements post-emploi pour +3 pb.
- L'évolution des emplois pondérés liée à l'activité des métiers impacte le ratio CET1 sur le trimestre à hauteur de -2 pb, soit une hausse de +0,6 milliard d'euros (hors effet change de 2,8 milliards d'euros) dont notamment -4 milliards d'euros sur le pôle Grande Clientèle et une hausse de +2,5 milliards d'euros sur la Banque de proximité et +2,3 milliards d'euros sur le pôle SFS (Cf. Infra).

Le **ratio de levier** phasé s'établit à 3,6% à fin juin 2022, en baisse de -0,6 point de pourcentage par rapport à fin mars 2022, en lien notamment avec la fin de la neutralisation des expositions de la BCE, au-dessus de l'exigence de 3%.

Le **ratio Tier 1** phasé ressort à 13,0% et le ratio global phasé est à 17,5% ce trimestre.

Les **emplois pondérés** s'élèvent à 370 milliards d'euros à fin juin 2022 et sont en diminution par rapport à fin mars 2022 de -15,4 milliards d'euros (-4%), dont un effet change de +2,8 milliards d'euros. L'activité des métiers impacte les RWA pour +0,6 milliards d'euros (hors effet change). En effet, les emplois pondérés du pôle Grandes clientèles sont en baisse par rapport à fin mars 2022 (-4 milliards d'euros hors effet change) tandis que la contribution de la Banque de proximité augmente de +2,5 milliards d'euros et celle du pôle SFS de +2,3 milliards

⁴³ Coussin contracyclique de 2 pb au 30 juin 2022, attendu à 33 pb au 30 juin 2023 pour Crédit Agricole S.A. sur la base des informations connues à date, et en particulier la hausse du taux du coussin contracyclique français à 0,50% qui entre en vigueur en avril 2023.

⁴⁴ Impact numérateur de -2,5 Mds€ compensé par une baisse de 9,3 Mds€ en RWA

d'euros. La valeur de mise en équivalence de l'assurance impacte les emplois pondérés à la baisse pour -17,9 milliards d'euros. Elle intègre d'une part, le paiement d'un dividende exceptionnel de 2 milliards d'euros de Crédit Agricole Assurances à Crédit Agricole SA le 24 juin 2022 lors du deuxième trimestre 2022 venant s'ajouter au versement du solde de dividende 2022 pour 0,7 milliard d'euros et d'autre part, le résultat de Crédit Agricole Assurance pour 0,4 milliard d'euros (impact global sur les emplois pondérés de -8,7 milliards d'euros). Par ailleurs, l'évolution défavorable des réserves OCI impacte les emplois pondérés pour -9,3 milliards d'euros. Le poste « M&A et autres » impacte les emplois pondérés à hauteur de +1,8 milliard d'euros intégrant notamment l'effet change pour 2,8 milliards et l'impact de la cession de CA Serbie le 1er Avril 2022 pour -0,8 milliard d'euros.

Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan cash bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan cash bancaire est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan cash tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-après et dont la définition est communément admise sur la place. Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de la répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan cash, des calculs de compensation (nettings) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impacts de la juste valeur, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un netting pour un montant de 53 milliards d'euros à fin juin 2022. De même, 103 milliards d'euros de repos/reverse repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du desk Titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres nettings effectués pour la construction du bilan cash, pour un montant total de 191 milliards d'euros à fin juin 2022, sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la Banque de financement et d'investissement (BFI) et sont intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle ».

Il est à noter que la centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations ne fait pas l'objet d'un netting dans la construction du bilan cash ; le montant de l'épargne centralisée (76 milliards d'euros à fin juin 2022) étant intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions senior dans les réseaux bancaires ainsi que les refinancements de la Banque Européenne d'Investissements et Caisse des Dépôts et Consignations et les autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment "Ressources marché long terme", sont retraités pour apparaître comme des "Ressources clientèle".

On notera que parmi les opérations de refinancement banques centrales, les encours correspondant au T-LTRO (Targeted Longer Term Refinancing Operations) sont intégrés dans les « Ressources marché long terme ». En effet, les opérations de T-LTRO 3 sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

Les opérations de pension livrée (repos) moyen-long terme sont également comprises dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan cash.

Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 675 milliards d'euros au 30 juin 2022, fait apparaître **un excédent des ressources stables sur emplois stables de 268 milliards d'euros**, en baisse de 18 milliards d'euros par rapport à fin mars 2022 et de 24 milliards d'euros par rapport à fin juin 2021, sous la dynamique de croissance du crédit observée sur le trimestre. Le Groupe affiche en effet un fort dynamisme de l'activité commerciale sur le trimestre, enregistrant une hausse de 24 milliards d'euros des crédits.

Par ailleurs, l'encours total T-LTRO 3 pour le Groupe Crédit Agricole s'élève à 162 milliards d'euros⁴⁵ au 30 juin 2022. Il est précisé que la bonification s'appliquant au taux de refinancement de ces opérations est étalée sur la durée des tirages. La sur-bonification est étalée sur la durée de la période de sur-bonification considérée. La sur-bonification s'appliquant au taux de refinancement de ces opérations pour la deuxième période (juin 2021 à juin 2022) a été prise en compte au T2 2022 pour la totalité des tirages.

A noter, concernant la position en ressources stables, que le pilotage interne du Groupe exclut le surplus temporaire de ressources stables apportées par l'augmentation du refinancement T-LTRO 3, afin de sécuriser l'objectif du Plan à Moyen Terme de plus 110-130 milliards d'euros, indépendamment de la stratégie de remboursement à venir.

Par ailleurs, compte-tenu des excédents de liquidité, le Groupe demeure en position prêteuse à court terme au 30 juin 2022 (dépôts Banques centrales supérieurs au montant de l'endettement court terme net).

Les ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 350 milliards d'euros au 30 juin 2022, stables par rapport à fin mars 2022, et en hausse de 2 milliards d'euros par rapport à fin juin 2021.

Elles comprennent les dettes seniors collatéralisées à hauteur de 224 milliards d'euros, les dettes senior préférées à hauteur de 76 milliards d'euros, les dettes seniors non préférées pour 29 milliards d'euros et des titres Tier 2 s'élevant à 21 milliards d'euros.

Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 468 milliards d'euros au 30 juin 2022, en baisse de 4 milliards d'euros par rapport à fin mars 2022, et en hausse de 5 milliards d'euros par rapport à fin juin 2021. Elles couvrent plus de trois fois l'endettement court terme net (hors replacements en Banques centrales).

Le niveau élevé des dépôts en Banques centrales résulte du remplacement d'importants excédents de liquidité : ils s'établissent à 240 milliards d'euros au 30 juin 2022 (hors caisse et réserves obligatoires), en baisse de 1 milliard d'euros par rapport à fin mars 2022, et en hausse de 14 milliards d'euros par rapport à fin juin 2021.

Le Groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi ses efforts afin de maintenir les réserves immédiatement disponibles (après recours au financement BCE). Les actifs non-HQLA éligibles en banque centrale après décote s'élèvent à 105 milliards d'euros.

Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur le ratio LCR, fixé à 100% depuis le 1er janvier 2018.

Les ratios LCR moyens sur 12 mois au 30 juin 2022 s'élèvent respectivement à 169,3% pour le Groupe Crédit Agricole et 149,3% pour Crédit Agricole S.A. Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme d'environ 110%.

Dans le contexte de crise sanitaire COVID-19, la hausse du niveau des ratios LCR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. est en ligne avec le recours du Groupe aux tirages T-LTRO 3 auprès de la Banque centrale.

Par ailleurs, **les ratios NSFR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A sont supérieurs à 100%**, conformément à l'exigence réglementaire entrée en application le 28 juin 2021 et en ligne avec l'objectif du Plan à Moyen Terme >100%.

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

⁴⁵ Hors FCA Bank

A fin juin, les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 26,0 milliards d'euros⁴⁶ de dette à moyen long terme, dont 47% émis par Crédit Agricole S.A.

3,5 milliards d'euros ont également été empruntés auprès d'organismes nationaux et supranationaux, ou placés dans les réseaux des banques de proximité du Groupe (Caisses régionales, LCL et CA Italia) et dans d'autres réseaux externes.

A fin juin, Crédit Agricole S.A. a donc réalisé à hauteur de 93% son programme de financement moyen long terme sur les marchés de 13 milliards d'euros⁴⁷ pour l'année 2022. Un financement diversifié en formats (Senior collatéralisées, Senior préférées, Senior non préférées et Tier 2) et en devises (EUR, USD, AUD, CHF, NOK, SGD, HKD).

La banque a levé l'équivalent de 12,1 milliards d'euros⁴⁸, dont 3,4 milliards d'euros en dette senior non préférée et 0,2 milliard d'euros en dette Tier 2, ainsi que 3,5 milliards d'euros de dette senior préférée et 5,0 milliards d'euros de dette senior collatéralisée.

A noter que Crédit Agricole S.A. a émis le 5 janvier 2022 un AT1 Perpétuel NC7,7 ans pour 1,25 milliard de dollars américains au taux initial de 4,75% (hors plan de refinancement).

⁴⁶ Montant brut avant rachats et amortissements, hors émission AT1

⁴⁷ Hors émission AT1

⁴⁸ Montant brut avant rachats et amortissements, hors émission AT1

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Premier semestre

Après une chute du PIB mondial de 3% en 2020, inédite depuis au moins quarante ans, l'année 2021 a été celle d'un rebond de l'activité tout aussi inédit, de plus de 6% – avec +5,7% Etats-Unis, +5,3% en zone euro et même +6,8% en France et +6,6% en Italie. 2022 s'annonçait comme l'année de la « normalisation », avec une croissance qui promettait de rester encore vigoureuse (+4,2% prévu en janvier 2022 par le FMI pour la croissance mondiale).

La hausse de l'inflation était cependant devenue l'inquiétude principale. Les prix des matières premières grimpaient. La demande des consommateurs, progressivement libérée des contraintes sanitaires et stimulée par les plans de relance (en particulier aux Etats-Unis), connaissait un vif rebond, tandis que l'offre très fortement perturbée par la pandémie peinait à y répondre. Ainsi, les chiffres d'inflation ne cessaient de surprendre à la hausse : aux Etats-Unis elle atteignait des niveaux inédits depuis quarante ans (+7,5% sur un an, en janvier) et la zone euro n'avait jamais connu une telle hausse des prix (5,1%). On pouvait néanmoins début 2022 escompter un ajustement progressif de l'offre à la demande et un retour rapide de l'inflation vers des niveaux plus proches des cibles des banques centrales.

La guerre engagée par la Russie contre l'Ukraine le 24 février a cependant constitué un nouveau choc puissant pour l'environnement mondial. Au terme de quatre mois de ce conflit, son issue militaire est loin d'être dessinée et l'on sait déjà que ses conséquences économiques et géopolitiques seront majeures et durables.

Plusieurs salves de sanctions contre la Russie ont rapidement été mises en place mais, au-delà, la guerre entraîne des coupures physiques de production, des liaisons commerciales et des exportations sur le territoire ukrainien. Le blocage de la mer Noire a des répercussions majeures sur toutes les exportations russes, mais aussi d'Asie centrale. Les perturbations de l'économie mondiale depuis lors sont en conséquence très fortes. L'Europe est touchée au premier chef.

Si la Russie et l'Ukraine ont globalement un poids faible dans l'économie mondiale (3,5% du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat) et le commerce international, les deux pays n'en constituent pas moins des acteurs décisifs sur des produits essentiels, comme le gaz, le pétrole, le blé, les engrais ou des métaux indispensables à certains secteurs industriels (aluminium, nickel et palladium notamment). Certains secteurs et certains pays sont très dépendants de ces importations : près d'un quart du pétrole brut raffiné et un tiers du gaz naturel consommé dans l'Union européenne proviennent de Russie (2019), la Russie représente 38% du pétrole et 49% du gaz importés par l'Allemagne, elle fournit 40% du gaz naturel consommé par l'Italie qui produit son électricité à 43% à partir de gaz naturel. La Russie ne représente que 1,1% des exportations françaises et 1,5% de ses importations. Celles-ci sont néanmoins très concentrées sur les hydrocarbures (43%, en particulier du gaz naturel) et les produits de raffinage et cokéfaction (35%). Toutefois, la Russie n'est que le deuxième fournisseur en gaz de la France (20% du total) après la Norvège (40%), de plus, le gaz constitue une part très limitée du mix énergétique français.

C'est sur le prix des matières premières et de l'énergie que les impacts de la guerre se sont manifestés en premier lieu. Le baril de Brent a dépassé les 130 dollars début mars pour terminer le semestre autour de 120 dollars, soit une hausse de 55% depuis le début de l'année. Le prix du gaz naturel, très volatil au premier semestre 2022, a presque doublé entre la fin 2021 et fin juin 2022, alors que les prix étaient déjà en accélération rapide sur la seconde moitié de 2021. Le prix du blé a également été très chahuté terminant le semestre à 8,8 dollars le boisseau (après jusqu'à 12 dollars courant mars), soit un gain de 13% sur six mois et de 34% sur un an. En corollaire, l'inflation n'a cessé d'accélérer durant le semestre. En juin, elle a atteint 8,6% sur un an en zone euro, et 9,1% aux Etats-Unis. En France, les prix à la consommation ont crû de 5,8% (Insee) sur un an, soit une inflation inégalée depuis 1985.

Les impacts de la guerre russo-ukrainienne se traduisent par ailleurs par un recul important de la confiance des agents économiques. A titre d'exemple, en France, l'indicateur de confiance des ménages a chuté de 103 en juin 2021 à 82 en juin 2022, soit un niveau équivalent aux plus bas historiques de mi-2008 (81) et de mi-2013 (79). L'indice du climat des affaires également a chuté mais reste à 104 (113 en juin 2021) au-dessus de la moyenne de long terme (100) encore porté par l'élan post-Covid.

Ainsi, les effets immédiats de la guerre russo-ukrainienne se diffusent au travers de trois canaux principaux : la confiance en constituant une source d'incertitudes très fortes, l'offre en introduisant des pénuries d'intrants conduisant à des difficultés de production, la demande en nourrissant l'inflation qui vient réduire le pouvoir d'achat des ménages et peser sur les charges des entreprises.

Mais, selon le degré d'éloignement et de dépendance et de robustesse post-pandémie, les pays sont très diversement affectés par ce nouveau choc. Toutefois, aucun n'échappe à l'accélération de l'inflation, qui pourtant était déjà élevée.

Par ailleurs, le semestre aura été émaillé de plusieurs confinements drastiques dans des grandes villes chinoise. Cela a contribué aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et alimenté l'inflation. L'économie chinoise a en conséquence très nettement ralenti : après 4,8% sur un an au premier trimestre, la croissance a fortement décéléré au deuxième trimestre (+0,4%), bien en-deçà des attentes.

Les Etats-Unis ont conservé une activité dynamique même si le PIB s'est contracté de manière inattendue au premier trimestre, de 1,5% (/T4 2021) en rythme annualisé. Mais ce recul s'explique essentiellement par des effets de déstockages et le creusement du déficit extérieur alors que la demande domestique (consommation et investissement productif) a nettement accéléré durant le trimestre. Dans le même temps, le marché du travail reste tendu avec un taux de chômage de 3,6%.

En zone euro, le PIB avait globalement retrouvé son niveau pré-Covid (T4-2019) dès le T3-2021, tout comme en France. En Italie, l'écart était quasiment comblé au T4-2021, tandis qu'il était encore de -1,1% en Allemagne et de -3,8% en Espagne. L'activité de la zone euro au T1-2022 a connu une progression modérée (+0,6% T2/T1 mais environ +0,2% sans les effets statistiques irlandais), freinée par la vague Omicron au début de l'année et les premiers effets de la forte hausse de l'inflation et de la guerre en Ukraine. Les dynamiques sont contrastées d'un pays à l'autre. Le marché du travail a cependant bien résisté à la crise sanitaire et le taux de chômage a atteint 7% au T1-2022 contre 7,7% au T4-2019.

En France, au premier trimestre 2022, le PIB s'est légèrement contracté (-0,2% /T4 2021) du fait d'un recul de la demande intérieure. Pénalisée par les restrictions sanitaires et un recul du pouvoir d'achat en raison de la poussée d'inflation, la consommation des ménages a reculé de 1,5% au T1. Au T2, le PIB devrait néanmoins progresser légèrement, grâce à une activité plus soutenue dans les services.

En Italie, en dépit d'un environnement conjoncturel défavorable, la croissance a résisté au premier trimestre. Le PIB a progressé de 0,1% (/T4-2021), porté principalement par l'investissement, tandis que la consommation reculait, pénalisée par la forte inflation. L'accélération de l'inflation et les difficultés d'approvisionnement, avec une confiance des agents économiques qui se dégrade, devraient entraîner un léger recul du PIB au T2.

Face à une inflation galopante, et alors que les perspectives macroéconomiques sont assombries par la guerre, tout particulièrement en Europe, la tâche des banques centrales n'en a été rendue que plus complexe. La lutte contre l'inflation est devenue néanmoins la préoccupation centrale et a conduit à une rapide accélération de la normalisation des politiques monétaires. L'objectif premier est désormais d'éviter que les anticipations d'inflation ne dérapent afin de prévenir l'enclenchement d'une spirale inflationniste délétère.

Depuis son brusque revirement hawkish fin 2021, la Fed n'a fait que durcir sa position, l'inflation ayant constamment surpris à la hausse au cours du premier semestre 2022. Cela s'est traduit par la première hausse de 75 points de base (pdb) des taux directeurs depuis 1994 lors du FOMC de juin 2022, après la hausse de 25 pdb en mars et une autre de 50 pdb en mai. Parallèlement la Fed a entamé la normalisation de son bilan, en le réduisant de 47,5 milliards de dollars par mois depuis juin, rythme qui sera doublé en septembre.

L'horizon du resserrement de la politique monétaire de la BCE s'est également rapidement rapproché au fur et à mesure du semestre. Fin juin, la BCE a arrêté les achats nets du programme d'urgence (PEPP) en mars et annoncé la fin des achats nets au titres de l'APP début juillet.

Sous l'influence de la forte poussée de l'inflation qui suscite des resserrements monétaires plus volontaristes, les taux d'intérêt de marché se sont nettement redressés et se sont révélés plus volatils. La courbe des taux américains fin juin était plate, les taux à deux ans et à dix ans s'établissant tous deux à 3%, soit une hausse respective de 229 et 152 pdb sur le semestre. Les taux allemands à deux ans ont gagné 119 pdb depuis fin 2021, à 0,5% au 30 juin, alors qu'ils étaient négatifs depuis sept ans, et le taux à dix ans a gagné 155 pdb à 1,4% (après deux ans et demi en dessous de zéro). L'OAT à 10 ans, à 2% fin juin, a augmenté de 176 pdb et le BTP 10 ans de 221 pdb (3,4%), amenant les spreads par rapport au Bund à respectivement 58 et 202 pdb.

Dans ce contexte, l'euro a perdu 8% de sa valeur par rapport au dollar, pénalisé par le décalage des taux d'intérêt et des politiques monétaires et par des perspectives économiques davantage ternies en Europe par la guerre en Ukraine.

Enfin, du côté des marchés actions, après une certaine résistance au début de la guerre, les craintes d'un brusque ralentissement de l'économie, voire d'une récession, ont enflé tout au long du semestre. Celui-ci s'est soldé par des baisses sensibles des indices boursiers : après des records historiques tout début janvier (à plus de 7300 pour le CAC 40), le S&P 500 aura perdu 20,6% et le CAC 40 17,2% sur le premier semestre 2022. La baisse de l'Euro Stoxx 50 est du même ordre (-19,6%).

Perspectives

Alors que la situation militaire en Ukraine reste hautement incertaine, le scénario se fonde sur l'hypothèse d'un conflit durable, avec des risques extrêmement élevés.

Les économies sont confrontées à des chocs d'offre et de demande eux-mêmes issus d'un choc puissant d'inflation en amont voire de pénuries de matières premières ou d'intrants essentiels : car, outre la guerre, le Covid sévit encore et les dommages collatéraux de la stratégie « zéro-Covid » chinoise sont manifestes. L'inflation est donc appelée à rester durablement élevée et pèse fortement sur les perspectives. L'inflation moyenne est anticipée à 8,3% aux États-Unis et 8% en zone euro en 2022 et devrait rester bien au-delà de la cible de 2% de la Fed ou de la BCE, à 4,7% et 5,4%, respectivement, en 2023.

Loin de l'épicentre du conflit, et encore portés par la sur-stimulation liée à leur stratégie anti-Covid, les États-Unis devraient démontrer une assez belle résistance en 2022. La croissance se maintiendrait à un rythme (2,6% en moyenne) supérieur à la tendance cette année. La situation financière des ménages est en effet saine, avec notamment une épargne toujours abondante. Concentrées sur la partie basse du spectre des revenus, les fortes hausses de salaires alimentées par les tensions sur le marché du travail amortissent en outre partiellement la hausse des prix. Mais les facteurs de soutien se dissipent et les risques s'accumulent. Leurs effets devraient se matérialiser en 2023 entraînant un ralentissement marqué : la croissance resterait positive mais, à 1,5%, fléchirait sous son rythme potentiel.

En zone euro, fondamentaux solides du secteur privé et rebond post-Omicron ne font pas le poids face aux dégâts liés à la guerre. La réduction des livraisons de gaz et l'embargo sur le pétrole et le charbon russes constituent un choc négatif d'offre important mais encore contenu et localisé. Selon les possibilités de substitution et selon le rôle plus ou plus moins critique que le gaz occupe dans les processus de production, secteurs et pays sont diversement affectés. Alors que la réponse des salaires à la hausse de l'inflation est supposée modérée, les mesures des États en faveur des ménages et le soutien supplémentaire du surplus d'épargne accumulé avec la crise ne compensent pas entièrement la perte de pouvoir d'achat qui se traduit par un net ralentissement de la consommation des ménages. Soutenue par un acquis de croissance élevé, la croissance reste bonne sur l'année (2,5%) mais le rythme trimestriel est en moyenne à peine supérieur à zéro. Sous l'effet d'une modération de l'inflation, la croissance rebondit modestement au deuxième semestre 2023 pour atteindre 1,1% en moyenne sur l'année 2023 mais souffre de limitations de production dans certains secteurs. La probabilité du scénario de risque est néanmoins élevée : celui d'une coupure totale de l'approvisionnement en gaz russe dont l'impact pourrait coûter près de 2 points de croissance.

En France, la poursuite de la reprise des activités de service au second semestre, devrait permettre à la croissance d'atteindre 2,4% en moyenne en 2022. Malgré la mise en place du bouclier tarifaire et la prochaine « loi pouvoir d'achat » et même si le marché du travail reste dynamique, le pouvoir d'achat des ménages devrait reculer en 2022 alors que l'inflation atteindrait 6% (HICP) en moyenne sur l'année avant de ralentir progressivement en 2023 à 4,8% (HICP). Cela pèserait sur la consommation des ménages, qui continuerait cependant à progresser en 2023 avec le ralentissement de l'inflation et une normalisation de l'activité dans certains secteurs comme l'automobile. Particulièrement dynamique en 2021, l'investissement des entreprises continuerait à être soutenu par le plan de relance en particulier dans certains secteurs industriels, même si les probables pressions sur les marges et la remontée des taux d'intérêt devraient inciter certaines entreprises à repousser leurs investissements. Au total, la croissance est attendue à 1,3% en 2023. Le marché du travail resterait bien orienté malgré un ralentissement des créations d'emplois après une année 2021 exceptionnelle. Une légère remontée du taux de chômage en 2023 n'est pas exclue.

En Italie, les perspectives pour le second semestre 2022 restent orientées à la baisse. La volonté exprimée par les pays européens de limiter leur dépendance au gaz russe devrait occasionner davantage de tensions sur les prix. De plus, le recours plus important au gaz naturel liquéfié pour remplir les stocks stratégiques nourrirait également l'inflation des produits énergétiques qui se répercutera sur les autres catégories de biens. Les marges de manœuvre de la politique budgétaire pour limiter les effets négatifs de l'inflation seront en outre contraintes par les incertitudes politiques et un contexte de hausse des taux, qui risque de dégrader les conditions de financement des ménages et des entreprises. Enfin, l'enlisement du conflit en Ukraine donne également peu de perspectives à un redressement rapide de la confiance. L'économie italienne croîtrait encore de 2,5% en 2022 mais de seulement de 0,8% en 2023 quand se matérialiseront pleinement ces difficultés.

Du côté des pays émergent, le risque de stagflation plane lourdement. Les pays sont confrontés à un dilemme croissance/inflation aigu alors que les moyens propres à le résoudre sont minces (inexistants pour certains) et que le durcissement des conditions financières globales est un réel défi. Les pays émergents entrent donc dans une phase dangereuse qui menace les plus fragiles, fiscalement et/ou financièrement mais aussi socialement. Comme toujours, ils y entrent en ordre dispersé. La zone la plus sévèrement touchée est évidemment l'Europe centrale, tandis qu'à l'opposé, les pays du Golfe jouissent de leur rente énergétique. En ce qui concerne la Chine, la croissance ne devrait pas dépasser 4%. La deuxième partie de l'année va être marquée par les célébrations du 20^e Congrès du Parti communiste chinois, avant lesquelles il y a peu de chance de voir les autorités lâcher du lest sur les mesures sanitaires. Dans ce contexte, seule la demande publique – et, éventuellement, la demande extérieure – pourra tirer la croissance.

Au fur et à mesure de l'accélération et de la diffusion de l'inflation, mais aussi du risque de la voir s'installer plus durablement, le discours puis les actions des banques centrales se sont durcis.

Les États-Unis sont naturellement en avance dans le resserrement monétaire et une nouvelle série de relèvements rapides, de 200 pdb au total, est attendue, portant le taux cible des *Fed Funds* à 3,50%-3,75% fin 2022. En dépit de la priorité accordée à l'inflation, le ralentissement anticipé de l'économie pourrait inciter la Fed à la prudence et à marquer une pause l'année prochaine : le taux des *Fed Funds* se stabiliserait en 2023. Par ailleurs, la normalisation du bilan de la Fed se poursuivra comme annoncé.

En zone euro, la BCE a initié un cycle de resserrement en juillet : après l'arrêt du PEPP en mars, les achats nets au titre de l'APP s'arrêtent début juillet et la BCE a effectué une première hausse de ses trois taux directeurs, plus importante qu'annoncé, de 50 pdb, portant le taux de dépôt à 0%, le taux de refinancement à 0,50% et le taux de prêt marginal à 0,75%. La priorité clairement accordée à l'inflation par la BCE devrait la conduire à opérer encore plusieurs hausses de taux d'ici mars 2023 (portant le taux de dépôt vers 1,5%). Elle les stabiliserait ensuite, face à des signes clairs de ralentissement économique qui la conduiront à un plus grand pragmatisme. Parallèlement, les remboursements de TLTRO au cours de 2023 devraient accentuer l'orientation restrictive de la politique monétaire, par le canal du resserrement quantitatif (réduction de la liquidité excédentaire et retour des collatéraux de la BCE vers les banques, puis les investisseurs).

Le mouvement de hausse des taux d'intérêt de marché du premier semestre a vocation à se poursuivre. En zone euro, il se double de tensions sur les primes de risque souverain, qui constituent un point de vigilance pour la BCE vis-à-vis de l'efficacité de la transmission de sa politique monétaire au sein de la zone euro. Le Bund à 10 ans atteindrait 2,5% fin 2022 pour diminuer ensuite jusqu'à 2,1% fin 2023. Les *spreads* devraient s'écarter pour atteindre 70 pdb pour l'OAT et 250 pdb pour le BTP italien fin 2023. L'évolution de la politique monétaire et des taux recentre l'attention des marchés sur les trajectoires de dettes publiques ce qui contribue à l'écartement des *spreads* et pourrait faire ressurgir le risque de fragmentation financière. A cet égard, la BCE a précisé lors de sa réunion du 21 juillet les contours du programme « anti-fragmentation » annoncé en juin, avec, outre la flexibilité qu'elle s'accorde dans les réinvestissements du PEPP, le nouvel Instrument de protection de la transmission (TPI), qui consistera en des achats de titres de dette émis par le secteur public. Mais les critères de déclenchement de cet outil ne sont pas connus et il devra convaincre les marchés, à l'heure où une crise politique s'est ouverte en Italie, pour que l'élargissement des *spreads* reste contenu.

Aux États-Unis, la remontée agressive des taux directeurs devrait conduire à un taux *Treasuries* dix ans proche de 3,4% au T3 avant de redescendre vers 3% fin 2022 et 2,8% fin 2023, la courbe des taux étant inversée sur la période.

Annexe 1 – Eléments spécifiques, Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A.

Groupe Crédit Agricole - Eléments spécifiques, T2-22 et T2-21								
En m€	T2-22		T2-21		S1-22		S1-21	
	Impact brut*	Impact en RNPG						
DVA (GC)	22	16	(7)	(6)	(9)	(6)	1	1
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	57	42	(8)	(6)	74	55	(16)	(11)
Provisions Epargne logement (LCL)	29	21	2	2	34	26	(10)	(7)
Provisions Epargne logement (AHM)	35	26	4	3	53	39	0	0
Provisions Epargne logement (CR)	342	254	19	13	412	306	1	0
Projet de cession en cours PNB (WM)	-	-	(1)	(1)	-	-	(1)	(1)
Total impact en PNB	485	360	9	6	564	418	(25)	(18)
Coûts d'intégration Creval (BPI)	(22)	(13)	-	-	(30)	(18)	-	-
Coûts d'intégration Lyxor (GEA)	(40)	(21)	-	-	(51)	(26)	-	-
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	-	-	-	-	-	-	(4)	(2)
Coûts de transformation (GC)	-	-	(16)	(8)	-	-	(16)	(8)
Coûts de transformation (LCL)	-	-	(13)	(9)	-	-	(13)	(9)
Projet de cession en cours Charges (WM)	-	-	(2)	(2)	-	-	(2)	(2)
Déclassement d'actifs en cours de cession - Charges (BPI)	-	-	-	-	(0)	(0)	-	-
Total impact en Charges	(63)	(34)	(32)	(19)	(81)	(44)	(36)	(21)
Corrections sur FRU 2016-2020 (CR)	-	-	-	-	-	-	55	55
Corrections sur FRU 2016-2020 (AHM)	-	-	-	-	-	-	130	130
Total impact en FRU	-	-	-	-	-	-	185	185
Creval - Coût du risque stage 1 (BPI)	-	-	(25)	(21)	-	-	(25)	(21)
Provision pour risque fonds propres Ukraine (BPI)	-	-	-	-	(195)	(195)	-	-
Total impact coût du risque de crédit	-	-	(25)	(21)	(195)	(195)	(25)	(21)
Gain "affranchimento" (SFS)	-	-	5	5	-	-	5	5
Total impact mise en équivalence	-	-	5	5	-	-	5	5
Frais d'acquisition Creval (BPI)	-	-	(16)	(9)	-	-	(16)	(9)
Total impact en Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-	(16)	(9)	-	-	(16)	(9)
Badwill Creval (BPI)	-	-	378	321	-	-	378	321
Total impact variation des écarts d'acquisition	-	-	378	321	-	-	378	321
Gain "affranchimento" (BPI)	-	-	38	32	-	-	38	32
Gain "affranchimento" (GEA)	-	-	114	80	-	-	114	80
Total impact en Impôts	-	-	152	111	-	-	152	111
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	(3)	(3)	-	-	(7)	(10)	-	-
Projet de cession en cours (WM)	-	-	10	10	-	-	5	5
Total impact en Activités en cours de cession	(3)	(3)	10	10	(7)	(10)	5	5
Impact total des retraitements	419	322	481	403	281	169	623	557
Gestion de l'épargne et Assurances	(40)	(21)	121	87	(51)	(26)	116	82
Banque de proximité-France	371	275	8	5	446	331	32	39
Banque de proximité-International	(25)	(16)	375	322	(232)	(223)	375	322
Services financiers spécialisés	-	-	5	5	-	-	5	5
Grandes Clientèles	79	59	(32)	(20)	65	48	(35)	(21)
Activités hors métiers	35	26	4	3	53	39	130	130

Crédit Agricole S.A. - Eléments spécifiques, T2-22 et T2-21, S1-22 et S1-21

En m€	T2-22		T2-21		S1-22		S1-21	
	Impact brut*	Impact en RNPG						
DVA (GC)	22	16	(7)	(5)	(9)	(6)	1	1
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	57	41	(8)	(6)	74	53	(16)	(11)
Provisions Epargne logement (LCL)	29	20	2	1	34	24	(10)	(7)
Provisions Epargne logement (AHM)	35	26	4	3	53	39	0	0
Déclassement d'actifs en cours de cession - PNB (BPI)	-	-	-	-	0	0	-	-
Total impact en PNB	143	104	(10)	(7)	152	111	(25)	(18)
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	-	-	-	-	-	-	(4)	(2)
Coûts de transformation (GC)	-	-	(16)	(8)	-	-	(16)	(8)
Coûts de transformation (LCL)	-	-	(13)	(9)	-	-	(13)	(9)
Projet de cession en cours Charges (WM)	-	-	(2)	(2)	-	-	(2)	(2)
Coûts d'intégration Creval (BPI)	(22)	(12)	-	-	(30)	(16)	-	-
Coûts d'intégration Lyxor (GEA)	(40)	(21)	-	-	(51)	(26)	-	-
Total impact en Charges	(63)	(32)	(32)	(19)	(81)	(42)	(36)	(21)
Corrections sur 2016-2020 FRU	-	-	-	-	-	-	130	130
Total impact en FRU	-	-	-	-	-	-	130	130
Creval - Coût du risque stage 1 (BPI)	-	-	(25)	(19)	-	-	(25)	(19)
Provision pour risque fonds propres Ukraine (BPI)	-	-	-	-	(195)	(195)	-	-
Total impact coût du risque de crédit	-	-	(25)	(19)	(195)	(195)	(25)	(19)
Gain "affranchimento" (SFS)	-	-	5	5	-	-	5	5
Total impact Mise en équivalence	-	-	5	5	-	-	5	5
Frais d'acquisition Creval (BPI)	-	-	(16)	(8)	-	-	(16)	(8)
Total impact Gains ou pertes sur autres actifs	-	-	(16)	(8)	-	-	(16)	(8)
Badwill Creval (BPI)	-	-	378	285	-	-	378	285
Total impact variation des écarts d'acquisition	-	-	378	285	-	-	378	285
Gain "affranchimento" (BPI)	-	-	38	28	-	-	38	28
Gain "affranchimento" (GEA)	-	-	114	78	-	-	114	78
Total impact en Impôts	-	-	152	106	-	-	152	106
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	(3)	(3)	-	-	(7)	(10)	-	-
Projet de cession en cours (WM)	-	-	10	10	-	-	5	5
Total impact en Activités en cours de cession	(3)	(3)	10	10	(6,7)	(10,3)	5	5
Impact total des retraitements	77	68	462	353	(131)	(136)	568	466
Gestion de l'épargne et Assurances	(40)	(21)	121	85	(51)	(26)	116	80
Banque de proximité-France	29	20	(11)	(8)	34	24	(23)	(16)
Banque de proximité-International	(25)	(15)	375	287	(232)	(221)	375	287
Services financiers spécialisés	-	-	5	5	-	-	5	5
Grandes Clientèles	79	57	(32)	(20)	65	47	(35)	(21)
Activités hors métiers	35	26	4	3	53	39	130	130

Annexe 2- Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôles, T2-22 et T2-21								
En m€	T2-22 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3,745	1,010	830	1,660	685	1,970	222	10,121
Charges d'exploitation hors FRU	(2,359)	(572)	(517)	(847)	(360)	(959)	(272)	(5,886)
FRU	3	(3)	(8)	0	1	(1)	(0)	(8)
Résultat brut d'exploitation	1,388	435	305	813	326	1,010	(51)	4,227
Coût du risque	(411)	(43)	(118)	(4)	(112)	76	(3)	(615)
Sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	-	0	21	78	3	0	103
Variation de valeur des écarts d'acquisition	11	5	6	2	(2)	(1)	0	22
Résultat avant impôt	988	397	194	832	290	1,088	(54)	3,736
Impôts	(215)	(94)	(55)	(177)	(60)	(204)	(3)	(808)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	11	7	1	-	0	19
Résultat net	773	303	149	662	231	884	(57)	2,947
Intérêts minoritaires	(0)	(2)	(27)	(91)	(30)	(27)	(1)	(178)
Résultat net part du Groupe	773	301	123	572	201	858	(57)	2,769
T2-21 (publié)								
En m€	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 472	929	1 765	818	658	1 561	100	9 304
Charges d'exploitation hors FRU	(2 236)	(569)	(751)	(495)	(327)	(917)	(241)	(5 536)
FRU	(1)	(0)	0	(12)	1	(0)	0	(12)
Résultat brut d'exploitation	1 235	360	1 014	311	332	644	(140)	3 756
Coût du risque	(186)	(43)	(18)	(123)	(134)	41	(6)	(470)
Sociétés mises en équivalence	(12)	-	21	0	87	2	-	98
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	1	(1)	(16)	12	(37)	3	(35)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	2	-	-	378	-	-	-	379
Résultat avant impôt	1 041	318	1 015	550	298	649	(143)	3 728
Impôts	(287)	(86)	(121)	(21)	(59)	(154)	47	(681)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	10	0	1	-	-	11
Résultat net	755	232	904	529	239	496	(96)	3 058
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(157)	(88)	(28)	(13)	(1)	(287)
Résultat net part du Groupe	754	232	747	441	211	483	(97)	2 770

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôles, S1-22 et S1-21

En m€	S1-22 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	7,431	1,996	1,634	3,388	1,372	3,692	287	19,801
Charges d'exploitation hors FRU	(4,685)	(1,168)	(1,018)	(1,724)	(726)	(1,927)	(548)	(11,797)
FRU	(156)	(69)	(38)	(7)	(34)	(442)	(56)	(803)
Résultat brut d'exploitation	2,591	759	578	1,657	612	1,323	(318)	7,202
Coût du risque	(557)	(104)	(393)	(5)	(237)	(202)	(6)	(1,504)
Sociétés mises en équivalence	5	-	1	41	158	6	-	211
Gains ou pertes nets sur autres actifs	24	5	6	3	(2)	(1)	(0)	35
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	2,063	659	193	1,695	532	1,127	(325)	5,944
Impôts	(517)	(175)	(112)	(354)	(114)	(279)	51	(1,502)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	12	6	2	-	0	21
Résultat net	1,545	484	92	1,347	420	847	(274)	4,463
Intérêts minoritaires	(1)	(2)	(57)	(206)	(56)	(36)	(4)	(362)
Résultat net part du Groupe	1,545	482	35	1,141	364	811	(278)	4,100

En m€	S1-21 (publié)							
	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	7 008	1 822	3 348	1 529	1 302	3 225	120	18 353
Charges d'exploitation hors FRU	(4 503)	(1 143)	(1 535)	(924)	(662)	(1 831)	(445)	(11 041)
FRU	(87)	(59)	(7)	(33)	(23)	(328)	58	(479)
Résultat brut d'exploitation	2 418	621	1 806	572	617	1 066	(267)	6 834
Coût du risque	(339)	(126)	(25)	(222)	(262)	(27)	(6)	(1 007)
Sociétés mises en équivalence	(11)	-	38	0	161	3	-	192
Gains ou pertes nets sur autres actifs	12	1	(0)	(14)	12	(37)	3	(23)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	2	-	-	378	-	-	-	379
Résultat avant impôt	2 081	496	1 819	715	529	1 006	(270)	6 376
Impôts	(629)	(151)	(300)	(72)	(109)	(220)	79	(1 401)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	5	(1)	1	-	-	5
Résultat net	1 452	345	1 524	642	421	787	(191)	4 979
Intérêts minoritaires	(1)	(0)	(267)	(110)	(51)	(23)	(3)	(455)
Résultat net part du Groupe	1 451	344	1 257	532	370	764	(194)	4 524

Annexe 3 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, T2-22 et T2-21

En m€	T2-22 (publié)						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	1 652	1 971	685	1 010	812	200	6 330
Charges d'exploitation hors FRU	(847)	(959)	(360)	(572)	(502)	(211)	(3 451)
FRU	0	(1)	1	(3)	(8)	(0)	(11)
Résultat brut d'exploitation	805	1 011	326	435	302	(11)	2 869
Coût du risque	(4)	76	(112)	(43)	(117)	(3)	(203)
Sociétés mises en équivalence	21	3	78	-	0	(9)	94
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	(1)	(2)	5	6	0	11
Résultat avant impôt	825	1 090	290	397	191	(23)	2 770
Impôts	(175)	(204)	(60)	(94)	(55)	1	(586)
Rés. net des activités abandonnées	7	-	1	-	11	0	18
Résultat net	657	885	231	303	147	(21)	2 202
Intérêts minoritaires	(93)	(43)	(30)	(12)	(35)	(12)	(226)
Résultat net part du Groupe	563	843	201	291	113	(34)	1 976

En m€	T2-21 (publié)						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	1 764	1 561	658	929	801	105	5 819
Charges d'exploitation hors FRU	(751)	(917)	(327)	(569)	(482)	(207)	(3 253)
FRU	0	(0)	1	(0)	(12)	0	(11)
Résultat brut d'exploitation	1 013	644	332	360	307	(102)	2 554
Coût du risque	(18)	41	(134)	(43)	(120)	(4)	(279)
Sociétés mises en équivalence	21	2	87	-	0	(9)	101
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	(37)	12	1	(16)	4	(37)
Résultat avant impôt	1 014	649	298	318	549	(111)	2 717
Impôts	(121)	(153)	(59)	(86)	(21)	44	(397)
Rés. net des activités abandonnées	10	-	1	-	0	-	11
Résultat net	903	496	239	232	528	(67)	2 331
Intérêts minoritaires	(165)	(23)	(28)	(10)	(132)	(5)	(363)
Résultat net part du Groupe	738	473	211	221	396	(72)	1 968

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, S1-22 et S1-21

	S1-22 (publié)						
En m€	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	3 382	3 694	1 372	1 996	1 599	226	12 268
Charges d'exploitation hors FRU	(1 724)	(1 927)	(726)	(1 168)	(988)	(436)	(6 969)
FRU	(7)	(442)	(34)	(69)	(38)	(56)	(647)
Résultat brut d'exploitation	1 650	1 325	612	759	572	(266)	4 653
Coût du risque	(5)	(202)	(237)	(104)	(390)	(5)	(943)
Sociétés mises en équivalence	41	6	158	-	1	(17)	189
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	(1)	(2)	14	6	0	20
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	1 689	1 128	532	669	189	(288)	3 919
Impôts	(352)	(280)	(114)	(175)	(112)	55	(978)
Rés. net des activités abandonnées	6	-	2	-	12	0	20
Résultat net	1 343	848	420	493	90	(233)	2 961
Intérêts minoritaires	(213)	(49)	(56)	(20)	(77)	(18)	(433)
Résultat net part du Groupe	1 130	800	364	473	13	(252)	2 528
	S1-21 (publié)						
En m€	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	3 348	3 226	1 302	1 822	1 495	119	11 312
Charges d'exploitation hors FRU	(1 534)	(1 831)	(662)	(1 143)	(897)	(383)	(6 450)
FRU	(7)	(328)	(23)	(59)	(33)	58	(392)
Résultat brut d'exploitation	1 806	1 067	617	621	565	(206)	4 470
Coût du risque	(25)	(27)	(262)	(126)	(220)	(3)	(663)
Sociétés mises en équivalence	38	3	161	-	0	(15)	188
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(0)	(37)	12	1	(13)	4	(34)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	378	-	378
Résultat avant impôt	1 819	1 007	529	496	709	(222)	4 339
Impôts	(299)	(219)	(109)	(151)	(71)	75	(775)
Rés. net des activités abandonnées	5	-	1	-	(1)	-	5
Résultat net	1 525	788	421	345	637	(147)	3 569
Intérêts minoritaires	(279)	(39)	(51)	(15)	(162)	(8)	(555)
Résultat net part du Groupe	1 245	749	370	329	475	(155)	3 014

Annexe 4 – Méthodes de calcul du bénéfice par action et de l'actif net par action

Crédit Agricole S.A. – Calcul du bénéfice par action, de l'actif net par action et du ROTE

(en m€)	T2-2022	T2-2021	S1-22	S1-21	Δ T2/T2	Δ S1/S1
Résultat net part du Groupe - publié	1 976	1 968	2 528	3 014	+0,4%	(16,1%)
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS	(86)	(79)	(208)	(193)	+8,9%	+7,8%
RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié [A]	1 890	1 889	2 320	2 821	+0,1%	(17,7%)
Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-contrôle (m) [B]	3 023	2 971	2 965	2 943	+1,8%	+0,7%
Résultat net par action - publié [A]/[B]	0,63 €	0,64 €	0,78 €	0,96 €	(1,7%)	(18,3%)
RNPG sous-jacent	1 908	1 615	2 665	2 548	+18,1%	+4,6%
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires [C]	1 822	1 536	2 457	2 355	+18,6%	+4,3%
Résultat net par action - sous-jacent [C]/[B]	0,60 €	0,52 €	0,83 €	0,80 €	+16,5%	+3,6%

(en m€)	30/06/22	30/06/21
Capitaux propres - part du Groupe	64 417	65 863
- Emissions AT1	(5 986)	(4 882)
- Réserves latentes OCI - part du Groupe	2 057	(2 313)
- Projet distribution de dividende sur résultat annuel*	(1 149)	(1 200)
Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord. [D]	59 340	57 469
- Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe	(18 345)	(17 569)
ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord. [E]	40 994	39 900
Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période, n [F])	3 022,9	3 076,3
ANC par action, après déduction du dividende à verser (€) [D]/[F]	19,6 €	18,7 €
+ Dividende à verser (€) [H]	1,05 €	0,80 €
ANC par action, avant déduction du dividende (€)	20,7 €	18,7 €
ANT par action, après déduction du dividende à verser (€) [G]=[E]/[F]	13,6 €	13,0 €
ANT par action, avt deduct. du divid. à verser (€) [G]+[H]	14,6 €	13,0 €

* dividende proposé par le Conseil d'administration et en attente de versement

** y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle

(en m€)	S1-22	S1-21
Résultat net part du Groupe - publié [K]	2 528	3 014
Dépréciation d'immobilisation incorporelle [L]	0	0
IFRIC [M]	-682	-568
RNPG publié annualisé [N] = ([K]-[L]-[M])*2+[M]	5 738	6 595
Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS, annualisés [O]	-416	-386
Résultat publié ajusté [P] = [N]+[O]	5 322	6 209
AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordinaires*** [J]	40 220	38 872
ROTE publié ajusté (%) = [P] / [J]	13,2%	16,0%
Résultat net part du Groupe sous-jacent [Q]	2 665	2 548
RNPG sous-jacent annualisé [R] = ([Q]-[M])*2+[M]	6 011	5 664
Résultat sous-jacent ajusté [S] = [R]+[O]	5 595	5 277
ROTE sous-jacent ajusté (%) = [S] / [J]	13,9%	13,6%

Indicateurs Alternatifs de Performance

ANC Actif net comptable (non réévalué)

L'actif net comptable non réévalué correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes liées aux valorisations par capitaux propres recyclables et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond à l'Actif net comptable rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

L'actif net tangible par action correspond à l'actif net comptable retraité des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le résultat net part du groupe de l'entreprise, net des intérêts sur la dette AT1, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente.

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le produit net bancaire ; il indique la part de produit net bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours peut également être calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre. De manière similaire, le coût du risque de la période peut être annualisé et rapporté à la moyenne encours début de période.

Depuis le premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Le mode de calcul de l'indicateur est spécifié lors de chaque utilisation de l'indicateur.

Créance douteuse

Une créance douteuse est une créance en défaut. Un débiteur est considéré en situation de défaut lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Créance dépréciée

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de non-remboursement.

MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne "Redressement et Résolution des Banques" (*Bank Recovery and Resolution Directive - BRRD*). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition

des contribuables aux pertes. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée en droit français par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Le ratio MREL correspond à un coussin de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Sous BRRD2, le ratio MREL est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques (RWA), ainsi qu'en pourcentage de l'exposition en levier (LRE). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL total les fonds propres prudentiels du Groupe, ainsi que les passifs éligibles émis par l'organe central et le réseau des affiliés, c'est-à-dire les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux) :

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

Taux des créances dépréciées (ou douteux) :

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

TLAC

Le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board* - FSB) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (*Global Systemically Important Banks* - G-SIBs). Ce ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIBs ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au groupe Crédit Agricole.

Les éléments pouvant absorber les pertes sont constitués par le capital, les titres subordonnés et les dettes pour lesquelles l'Autorité de Résolution peut appliquer le renflouement interne.

RNPG Résultat net part du Groupe

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat net part du Groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

RNPG sous-jacent

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (i.e. non récurrents ou exceptionnels).

RNPG attribuable aux actions ordinaires

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspond au résultat net part du Groupe duquel ont été déduits les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity

Le RoTE (Return on Tangible Equity) est une mesure de la rentabilité sur fonds propres tangibles en rapportant le RNPG annualisé à l'ANC du groupe retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition. Le RNPG annualisé correspond à l'annualisation du RNPG (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) hors dépréciation d'immobilisations incorporelles et en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année.

Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2022 est constituée de cette présentation, des annexes à cette présentation et du communiqué de presse attachés, disponibles sur le site <https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).

Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de six mois close au 30 juin 2022 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis le dépôt auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2021 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2021 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Au 30 juin 2021, suite au rachat par Crédit Agricole Consumer Finance de 49% du capital de joint-venture CACF Bankia S.A, CACF Bankia S.A. est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Au 30 juin 2021, suite à l'offre publique d'achat lancée par Crédit Agricole Italia sur Credito Valtellinese, Credito Valtellinese est détenue à 100% par Crédit Agricole Italia et consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Au 31 décembre 2021, Amundi annonce la finalisation de l'acquisition de Lyxor. Lyxor est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A. L'opération ne génère aucun impact sur le résultat consolidé de Crédit Agricole S.A. au 31 décembre 2021.

Agenda financier

10 novembre 2022	Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2022
9 février 2023	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2022
10 mai 2023	Publication des résultats du premier trimestre 2023
17 mai 2023	Assemblée générale à Paris
4 août 2023	Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2023
8 novembre 2023	Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2023

Contacts

CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE

Olivier Tassain	+ 33 1 43 23 25 41	olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr
Mathilde Durand	+ 33 1 57 72 19 43	mathilde.durand@credit-agricole-sa.fr
Bertrand Schaefer	+ 33 1 49 53 43 76	bertrand.schaefer@ca-fnca.fr

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A

Investisseurs institutionnels	+ 33 1 43 23 04 31	investor.relations@credit-agricole-sa.fr
Actionnaires individuels	+ 33 800 000 777 (numéro vert France uniquement)	relation@actionnaires.credit-agricole.com
Clotilde L'Angevin	+ 33 1 43 23 32 45	clotilde.langevin@credit-agricole-sa.fr
Investisseurs actions :		
Fethi Azzoug	+ 33 1 57 72 03 75	fethi.azzoug@credit-agricole-sa.fr
Joséphine Brouard	+ 33 1 43 23 48 33	joséphine.brouard@credit-agricole-sa.fr
Oriane Cante	+ 33 1 43 23 03 07	oriane.cante@credit-agricole-sa.fr
Nicolas Ianna	+33 1 43 23 55 51	nicolas.ianna@credit-agricole-sa.fr
Leila Mamou	+ 33 1 57 72 07 93	leila.mamou@credit-agricole-sa.fr
Anna Pigoulevski	+ 33 1 43 23 40 59	anna.pigoulevski@credit-agricole-sa.fr
Annabelle Wiriath	+ 33 1 43 23 55 52	annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr
Investisseurs crédit et agences de notation :		
Caroline Crépin	+ 33 1 43 23 83 65	caroline.crepin@credit-agricole-sa.fr
Marie-Laure Malo	+ 33 1 43 23 10 21	marielaure.malo@credit-agricole-sa.fr
Rhita Alami Hassani	+ 33 1 43 23 15 27	rhita.alamihassani@credit-agricole-sa.fr

Tous nos communiqués de presse sur : www.credit-agricole.com - www.creditagricole.info



Crédit_Agricole



Groupe Crédit Agricole



creditagricole_sa